

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	35 fr.	20 fr.
Etranger	50 fr.	30 fr.
Pays à plein tarif	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro :
 Au comptant, à l'imprimerie : 1 fr. 50
 Par porteur ou par la poste, Togo, France et Colonies : 1 fr. 75
 Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ TOGO. (A. O. F.)

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

- Loi du 28 mars 1936**, portant ratification de la convention internationale conclue le 5 juin 1935 pour l'unification des méthodes d'analyse des vins dans le commerce international. (Arrêté de promulgation du 6 juin 1936). 262
- Décret du 28 mars 1936**, portant publication et mise en application provisoire des dispositions prévues par l'échange de lettres franco-canadien du 20 mars 1936. (Arrêté de promulgation du 6 juin 1936). 262

ACTES DU POUVOIR LOCAL

- Arrêté N° 110 du 18 mars 1936**, modifiant l'arrêté du 4 octobre 1933 portant réorganisation du cadre du personnel des services civils du Togo. 262
- Arrêté du 25 mai 1936**, approuvant et rendant exécutoires certains rôles supplémentaires afférents à l'exercice 1936. 262
- Arrêté du 26 mai 1936**, portant nomination d'un chef de canton. 263
- Arrêté du 26 mai 1936**, portant nomination du chef de canton d'Ataloté. 263
- Arrêté du 26 mai 1936**, portant nomination d'un chef de canton. 263
- Arrêté du 26 mai 1936**, accordant le bénéfice de la libération conditionnelle à la nommée SOTOEDE. 264
- Arrêté du 30 mai 1936**, portant révocation d'un chef de canton. 264
- Arrêté du 30 mai 1936**, portant nomination d'un chef de canton. 264

- Arrêté du 31 mai 1936**, approuvant et rendant exécutoires certains rôles supplémentaires afférents à l'exercice 1936. 264
- Arrêté du 31 mai 1936**, approuvant et rendant exécutoires certains rôles supplémentaires afférents à l'exercice 1936. 265
- Décision du 5 juin 1936**, portant désignation des fonctionnaires chargés de constater les infractions à la réglementation sur la protection et l'usage des voies publiques. 267
- Décision du 5 juin 1936**, chargeant le chef de la subdivision des travaux publics du contrôle de l'application des mesures spéciales de sécurité à bord des navires métropolitains à passagers. 267
- Décision du 5 juin 1936**, chargeant le chef de la subdivision des travaux publics du Togo de l'inspection des établissements classés comme dangereux, insalubres et incommodes. 267
- Décision du 5 juin 1936**, désignant les agents chargés de remplir les diverses fonctions aux travaux publics. 268
- Arrêté portant interdiction de séjour.** 268
- Actes concernant le personnel européen (Avancements, nominations, promotions, passages, reclassements)** 268
- Actes concernant le personnel indigène (Engagements, congés, punitions)** 269
- Forces de police** 270
- Circulation automobile** 271
- Commissions** 271
- Produits pharmaceutiques** 271
- Domaines** 271
- Avis aux navigateurs** 271
- Bulletin météorologique et pluviométrique** 272
- Etat des mouvements de la navigation du port de Lomé pendant le mois de mai 1936** 274
- Statistiques commerciales pendant le 1^{er} trimestre 1936** 276

PARTIE NON OFFICIELLE

Compagnie Générale du Togo	294
Société coloniale, industrielle et agricole (S. C. I. A.)	294
Société africaine financière et agricole S. A.	300
Annonces	300

PARTIE OFFICIELLE**ACTES DU POUVOIR CENTRAL****Unification des méthodes d'analyse des vins**

ARRETE N° 223 promulguant au Togo la loi du 28 mars 1936 portant ratification de la convention internationale conclue le 5 juin 1935 pour l'unification des méthodes d'analyse des vins dans le commerce international.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;
Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu la loi du 28 mars 1936 portant ratification de la convention internationale conclue le 5 juin 1935 pour l'unification des méthodes d'analyse des vins dans le commerce international;

Vu la circulaire ministérielle n° 1235 du 5 avril 1936;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulguée dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France la loi du 28 mars 1936 portant ratification de la convention internationale conclue le 5 juin 1935 pour l'unification des méthodes d'analyse des vins dans le commerce international.

Porto-Novo, le 6 juin 1936.
BOURGINE.

(Texte au J. O. R. F. 1^{er} janvier 1936 page 3619).

Echange de lettres franco-canadien

ARRETE N° 224 promulguant au Togo le décret du 28 mars 1936 portant publication et mise en application provisoire des dispositions prévues par l'échange de lettres franco-canadien du 20 mars 1936.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 28 mars 1936 portant publication et mise en application provisoire des dispositions prévues par l'échange de lettres franco-canadien du 20 mars 1936;

Vu la circulaire ministérielle n° 749 du 21 avril 1936;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 28 mars 1936 portant publication et mise en application provisoire des dispositions prévues par l'échange de lettres franco-canadien du 20 mars 1936.

Porto-Novo, le 6 juin 1936.
BOURGINE.

(Voir texte au J. O. R. F. du 29 mars 1936 page 3540).

ACTES DU POUVOIR LOCAL**Services civils**

ARRETE N° 110 modifiant l'arrêté du 4 octobre 1933 portant réorganisation du cadre du personnel des services civils du Togo.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 2 octobre 1933 portant réorganisation du cadre du personnel des services civils du Togo;

Vu la circulaire ministérielle n° 2/91 du 13 janvier 1936;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le paragraphe 7 de l'article 5 de l'arrêté du 2 octobre 1933 susvisé est abrogé et remplacé comme suit :

7° — Etre âgé de 21 ans au moins et de 30 ans au plus et pouvoir prétendre à une pension d'ancienneté à l'âge limite fixé par les règlements en vigueur. La limite d'âge maximum sera prorogée jusqu'à concurrence de cinq années d'une durée égale à celle des services antérieurs susceptibles d'être compris dans le décompte de la retraite et les services contractuels accomplis aux colonies.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 16 mars 1936.

DESANTI.

(Approuvé par dépêche ministérielle du 30 avril 1936).

Rôles supplémentaires

ARRETE N° 206 approuvant et rendant exécutoires certains rôles supplémentaires afférents à l'exercice 1935.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 27 octobre 1933 réglementant l'impôt personnel;

Vu les arrêtés du 22 octobre 1929 réglementant l'impôt sur la population flottante;

Vu l'arrêté du 18 décembre 1934 fixant le taux du rachat des prestations;

Vu l'arrêté du 27 octobre 1933 réglementant l'impôt de la patente;

Vu les arrêtés du 15 novembre 1930 et de 30 novembre 1932 réglementant l'impôt de la licence;

Vu les arrêtés du 29 juin et du 22 octobre 1934 sur les permis de port d'armes;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 réglementant la taxe sur les véhicules;

Vu l'arrêté du 27 octobre 1933 réglementant la taxe d'hygiène;

Vu l'arrêté du 27 octobre 1933 réglementant la taxe d'assistance médicale indigène;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles supplémentaires afférents à l'exercice 1935 dont le détail suit et qui s'élèvent à la somme totale de soixante dix mille huit cent dix neuf francs soixante six centimes (70.819.66 frs.).

N° DES ROLES	CERCLES	NATURE DE L'IMPOT	PRINCIPAL	CENTIMES ADDIT. B. L.	TOTAL PARTIEL	TOTAL PAR ROLE
452	Palimé	Impôt pers. et taxe additionnelle	150	—	150,00	280,00
		Rachat prestation européens . . .	60	—	60,00	
		Taxe d'hygiène	70	—	70,00	
453	—	Impôt personnel indigène C. S. . .	530	—	530,00	831,00
		Rachat prestation indigènes . . .	36	—	36,00	
		A. M. indigène	265	—	265,00	
454	—	Impôt personnel indigène C. O. . .	6.100	—	6.100,00	13.396,00
		Rachat prestation indigènes . . .	3.648	—	3.648,00	
		A. M. I.	3.648	—	3.648,00	
455	—	Impôt population flottante . . .	680	—	680,00	680,00
456	—	Contribution foncière	183,75	—	183,75	183,75
457	—	Patentes	1.906,30	667,11	2.573,41	2.573,41
458	—	Licences	1.600,00	800,00	2.400,00	2.400,00
459	—	Armes perfectionnées	320,00	—	320,00	320,00
460	—	Armes de traite	31.880,00	—	31.880,00	31.880,00
461	—	Taxe sur les véhicules	9.185,00	2.755,50	11.940,50	11.940,50
462	Sokodé	Taxe sur les armes de traite . . .	6.140,00	—	6.140,00	6.140,00
463	Atakpamé	Taxe sur les véhicules	150,00	45,00	195,00	195,00
TOTAUX : . . .						70.819,66

ART. 2. — La date de recouvrement est fixée au 28 mai 1936.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 25 mai 1936.
DESANTI.

Nomination d'un chef de canton

ARRETE N° 210 portant nomination d'un chef de canton.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu l'arrêté 395 du 4 septembre 1935 portant réorganisation des circonscriptions administratives du territoire du Togo;

Vu l'arrêté 398 du 4 septembre 1935 portant constitution du cercle du nord;

Vu l'arrêté 171 du 6 mai 1936 portant organisation du commandement indigène au Togo;

Vu le procès-verbal de consultation de la population du canton de Kantindi en date du 27 février 1936;

Sur la proposition du commandant du cercle du nord et de l'administrateur supérieur du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le nommé DENGANDÉ est nommé chef de canton de Kantindi (subdivision de Sannané-Mango (cercle du nord), en remplacement du chef TIEM BOUNGIA, décédé.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 26 mai 1936.
DESANTI.

ARRETE N° 211 portant nomination du chef de canton d'Atalote (cercle du nord subdivision de Mango).

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu l'arrêté 395 du 4 septembre 1935 portant réorganisation des circonscriptions administratives du territoire du Togo;

Vu l'arrêté 398 du 4 septembre 1935 portant constitution du cercle du nord;

Vu l'arrêté 171 du 6 mai 1936 portant organisation du commandement indigène au Togo;

Vu le procès-verbal de consultation de la population du canton d'Ataloté en date du 25 avril 1936;

Sur la proposition du commandant du cercle du nord et de l'administrateur supérieur au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le nommé ALIKA est nommé chef de canton d'Atalote (cercle du nord subdivision de Mango) en remplacement du chef PATEGA, décédé.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 26 mai 1936.
DESANTI.

ARRETE N° 212 portant nomination d'un chef de canton.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu l'arrêté 395 du 4 septembre 1935 portant réorganisation des circonscriptions administratives du territoire du Togo;

Vu l'arrêté 398 du 4 septembre 1935 portant constitution du cercle du nord;

Vu l'arrêté 171 du 6 mai 1936 portant organisation du commandement indigène au Togo;

Vu le procès-verbal de consultation de la population du canton de l'Agoulou en date du 3 février 1936;

Sur la proposition du commandant du cercle du nord et de l'administrateur supérieur du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le nommé OURO TAGBA est nommé chef de canton de l'Agoulou (subdivision de Sokodé cercle du nord) en remplacement du chef OURO KOURA, décédé.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 26 mai 1936.
DESANTI.

Libération conditionnelle

ARRETE N° 213 accordant le bénéfice de la libération conditionnelle à la nommée SOTOEDE.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 14 août 1885 sur les moyens de prévenir la récidive et sur les conditions d'intervention de la libération conditionnelle;

Vu le décret du 21 avril 1933 réorganisant la justice indigène au Togo et notamment en son article 15;

Vu l'avis du président du tribunal criminel de Lomé;

Vu l'avis du procureur de la République;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé à la nommée SOTOEDE, détenue, née à Képé (cercle du sud, condamnée à cinq ans de prison par jugement du 28 novembre 1932 du tribunal criminel de Lomé pour incendie volontaire.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 26 mai 1936.
DESANTI.

Révocation d'un chef de canton

ARRETE N° 215 portant révocation d'un chef de canton.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu l'arrêté 395 du 4 septembre 1935 portant réorganisation des circonscriptions administratives du territoire du Togo;

Vu l'arrêté 396 du 4 septembre 1935 portant constitution du cercle du sud;

Vu l'arrêté 171 du 6 mai 1936 portant organisation du commandement indigène au Togo;

Vu le jugement en date du 6 avril 1936 du tribunal de premier degré de Lomé;

Sur la proposition du commandant du cercle du sud et de l'administrateur supérieur du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le nommé KOSI AHOUNOR, chef du canton d'Aflao (subdivision de Lomé cercle du sud), est révoqué de ses fonctions.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 30 mai 1936.
BOURGINE.

Nomination d'un chef de canton

ARRETE N° 216 portant nomination d'un chef de canton.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu l'arrêté 395 du 4 septembre 1935 portant réorganisation des circonscriptions administratives du territoire du Togo;

Vu l'arrêté 396 du 4 septembre 1935 portant constitution du cercle du sud;

Vu l'arrêté 171 du 6 mai 1936 portant organisation du commandement indigène au Togo;

Vu la lettre en date du 22 mai 1936 du chef des subdivisions de Lomé et de Tsévié;

Sur la proposition du commandant du cercle du sud et de l'administrateur supérieur du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le nommé AGBOLI DJAMADO, est nommé chef de canton d'Ezo (subdivision de Tsévié cercle du sud), en remplacement de chef AZIALÉ-POU, démissionnaire.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 30 mai 1936.
BOURGINE.

Rôles supplémentaires

ARRETE N° 217 approuvant et rendant exécutoires certains rôles supplémentaires afférents à l'exercice 1936.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et tous actes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté du 27 octobre 1933 réglementant l'impôt personnel;

Vu l'arrêté du 29 octobre 1929 réglementant l'impôt sur la population flottante et l'arrêté n° 504 du 9 novembre 1935 le modifiant;

Vu l'arrêté du 9 novembre 1935 fixant le taux du rachat des prestations;

Vu l'arrêté du 27 octobre 1933 réglementant la contribution foncière sur les immeubles bâtis et non bâtis situés dans les centres urbains et l'arrêté n° 577 du 22 décembre 1935 en modifiant les taux;

Vu l'arrêté du 27 octobre 1933 réglementant l'impôt de la patente et l'arrêté n° 501 du 9 novembre 1935 le modifiant;

Vu l'arrêté du 15 novembre 1930 réglementant l'impôt de la licence et l'arrêté du 9 novembre 1935 en modifiant les taux;

Vu l'arrêté n° 508 du 9 novembre 1935 portant suppression de la taxe sur les véhicules et réglementant la taxe sur les bicyclettes;

Vu l'arrêté du 22 octobre 1929 sur les permis de port d'armes et l'arrêté n° 503 du 9 novembre 1935 en modifiant les taux;

Vu l'arrêté du 27 octobre 1933 réglementant la taxe d'hygiène;

Vu l'arrêté n° 658 du 27 octobre 1933 réglementant la taxe d'A. M. I. et en fixant les taux;

Vu l'arrêté n° 435 du 4 octobre 1926 portant institution de centimes additionnels à certaines contributions perçues sur rôles profitant au budget local;

Vu l'arrêté n° 597 du 14 novembre 1927 fixant le taux des centimes additionnels aux patentes profitant à la chambre de commerce;

Vu l'arrêté n° 109 du 16 février 1934 approuvant la délibération de la commission municipale de la commune mixte de Lomé en date du 31 janvier 1934 instituant une imposition de dix centimes additionnels au principal de certaines contributions directes;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles primitifs afférents à l'exercice 1936 dont le détail suit ce qui s'élèvent à la somme totale de : quatre vingt cinq mille cent quarante neuf francs.

N ^{os} DES ROLES	AGENCES	CONTRIBUTIONS	PRINCIPAL	CENTIMES ADDITIONNELS COMMUNE-MIXTE	TOTAL	TOTAL PAR ROLE
75	Lomé-Ville	Impôt personnel et taxe addition. . .	51.929,25	1.924,00	53.853,25	72.557,25
		Rachat prestations européens . . .	7.860,00	—	7.860,00	
		Taxe d'hygiène . .	10.360,00	—	10.360,00	
		Taxe sur armes perfectionnées .	440,00	44,00	484,00	
76	Atakpamé	Impôt personnel et taxe addition. . .	6.193,25	—	6.193,25	8.563,25
		Rachat prestations européens . . .	1.020,00	—	1.020,00	
		Taxe d'hygiène . .	1.330,00	—	1.330,00	
		Taxe sur armes perfectionnées .	20,00	—	20,00	
77	Sausané-Mango	Impôt personnel et taxe addition. . .	1.269,50	—	1.269,50	1.919,50
		Rachat prestations européens . . .	240,00	—	240,00	
		Taxe d'hygiène . .	350,00	—	350,00	
		Taxe sur armes perfectionnées .	60,00	—	60,00	
78	Lama-Kara	Impôt personnel et taxe addition. . .	1.539,00	—	1.539,00	2.109,00
		Rachat prestations européens . . .	180,00	—	180,00	
		Taxe d'hygiène . .	350,00	—	350,00	
		Taxe sur armes perfectionnées .	40,00	—	40,00	
		TOTAL . . .	83.541,00	1.968,00	85.509,00	85.149,00

ART. 2. — La date de leur mise en recouvrement est fixée au 31 mai 1936.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 31 mai 1936.

BOURGINE.

ARRETE N° 218 approuvant et rendant exécutoires certains rôles supplémentaires afférents à l'exercice 1936.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et tous actes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté du 27 octobre 1933 réglementant l'impôt personnel;

Vu l'arrêté du 29 octobre 1929 réglementant l'impôt sur la population flottante et l'arrêté n° 504 du 9 novembre 1935 le modifiant;

Vu l'arrêté du 9 novembre 1935 fixant le taux du rachat des prestations;

Vu l'arrêté du 27 octobre 1933 réglementant la contribution foncière sur les immeubles bâtis et non bâtis situés dans les centres urbains et l'arrêté n° 577 du 22 décembre 1935 en modifiant les taux;

Vu l'arrêté du 27 octobre 1933 réglementant l'impôt de la patente et l'arrêté n° 501 du 9 novembre 1935 le modifiant;

Vu l'arrêté du 15 novembre 1930 réglementant l'impôt de la licence et l'arrêté du 9 novembre 1935 en modifiant les taux;

Vu l'arrêté n° 508 du 9 novembre 1935 portant suppression de la taxe sur les véhicules et réglementant la taxe sur les bicyclettes;

Vu l'arrêté du 22 octobre 1929 sur les permis de port d'armes et l'arrêté n° 503 du 9 novembre 1935 en modifiant les taux;

Vu l'arrêté du 27 octobre 1933 réglementant la taxe d'hygiène;

Vu l'arrêté n° 658 du 27 octobre 1933 réglementant la taxe d'A. M. I. et en fixant les taux;

Vu l'arrêté n° 435 du 4 octobre 1926 portant institution de centimes additionnels à certaines contributions perçues sur rôles profitant au budget local;

Vu l'arrêté n° 597 du 14 novembre 1927 fixant le taux des

centimes additionnels aux patentes profitant à la chambre de commerce;

Vu l'arrêté n° 109 du 16 février 1934 approuvant la délibération de la commission municipale de la commune mixte de Lomé en date du 31 janvier 1934 instituant une imposition de dix centimes additionnels au principal de certaines contributions directes;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont approuvés et rendus exécutoires les 24 rôles supplémentaires afférents à l'exercice 1936, dont le détail suit et qui s'élèvent à la somme de : soixante quinze mille quatre vingt deux francs, soixante quinze centimes.

N° DES ROLES	AGENCES	CONTRIBUTIONS	PRINCIPAL	Centimes additionnels		TOTAL
				Budget local	Commune mixte	
79	Lomé-ville	Impôt personnel et taxe additionnelle	6.935,25	—	507,00	7.442,25
		Taxe d'A.M.I.	2.730,00	—	—	2.730,00
		Rachat prestations indigènes	684,00	—	—	684,00
80	—	Impôt personnel indigène	770,00	—	77,00	847,00
		Taxe d'A.M.I.	385,00	—	—	385,00
		Rachat prestations indigènes	198,00	—	—	198,00
81	—	Impôt population flottante	50,00	—	5,00	55,00
82	—	Taxe armes perfectionnées	300,00	—	30,00	330,00
83	—	Taxe sur armes de traite	20,00	—	2,00	22,00
84	—	Taxe sur bicyclettes	1.200,00	360,00	120,00	1.680,00
85	—	—	6.720,00	2.016,00	672,00	9.408,00
86	Subdivision Lomé	Patentes	670,00	234,50	—	904,50
87	—	Taxe sur armes perfectionnées	20,00	—	—	20,00
88	—	Taxe sur armes de traite	820,00	—	—	820,00
89	—	Taxe sur bicyclettes	3.600,00	1.080,00	—	4.680,00
90	Anécho	Impôt personnel indigène	820,00	—	—	820,00
		Rachat prestations indigènes	738,00	—	—	738,00
		A.M.I.	492,00	—	—	492,00
91	Tsévié	Impôt personnel indigène C. S.	490,00	—	—	490,00
		Rachat prestations indigènes	126,00	—	—	126,00
		Taxe d'A.M.I.	245,00	—	—	245,00
		Taxe sur armes perfectionnées	40,00	—	—	40,00
92	—	Impôt personnel indigène C. O.	8.900,00	—	—	8.900,00
		Rachat prestations indigènes	12.168,00	—	—	12.168,00
		Taxe d'A.M.I.	5.340,00	—	—	5.340,00
93	Palimé	Impôt personnel indigène C. O.	320,00	—	—	320,00
		Rachat prestations indigènes C. O.	234,00	—	—	234,00
		Taxe d'A.M.I.	192,00	—	—	192,00
94	—	Impôt population flottante	100,00	—	—	100,00
95	Atakpamé	—	100,00	—	—	100,00
96	Sokodé	Impôt personnel indigène C. O.	789,00	—	—	789,00
		Rachat prestations indigènes C. O.	576,00	—	—	576,00
		Taxe d'A.M.I.	480,00	—	—	480,00
97	Bassari	Impôt population flottante	1.230,00	—	—	1.230,00
98	—	Impôt personnel indigène C. O.	241,00	—	—	241,00
		Rachat prestations indigènes	204,00	—	—	204,00
		Taxe d'A.M.I.	170,00	—	—	170,00
99	Lama-Kara	Impôt personnel indigène C. O.	805,00	—	—	805,00
		Rachat prestations indigènes C. O.	690,00	—	—	690,00
		Taxe d'A.M.I.	575,00	—	—	575,00
100	—	Impôt personnel et taxe additionnelle	150,00	—	—	150,00
		Rachat prestations européens	60,00	—	—	60,00
		Taxe d'hygiène	70,00	—	—	70,00
101	Mango	Impôt personnel indigène C. O.	378,00	—	—	378,00
		Rachat prestations indigènes C. O.	324,00	—	—	324,00
		Taxe d'A. M. I.	270,00	—	—	270,00
102	—	Impôt population flottante	7.560,00	—	—	7.560,00
			69.979,25	3.690,50	1.413,00	75.082,75

ART. 2. — La date de leur mise en recouvrement est fixée au 31 mai 1936.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 31 mai 1936.

BOURGINE.

Protection et usage des voies publiques

DECISION N° 211 portant désignation des fonctionnaires chargés de constater les infractions à la réglementation sur la protection et l'usage des voies publiques du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 16 juin 1935 étendant au territoire du Togo placé sous le mandat de la France la réglementation pour l'usage des voies publiques ouvertes à la circulation dans l'A. O. F. fixée par le décret du 21 juin 1934 rectifiée par le décret du 14 février 1935;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Sont commissionnés à l'effet de constater les infractions à la réglementation sur la protection et l'usage des voies publiques au Togo :

M.M. L'HUISSIER, chef ouvrier d'art de 1^{re} classe des travaux publics du Togo,

BERTHON, surveillant de 2^e classe des travaux publics du Togo.

ART. 2. — Préalablement à toute constatation, ces fonctionnaires prêteront serment devant le tribunal de 1^{re} instance de Lomé.

ART. 3. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 5 juin 1936.

BOURGINE.

Mesures spéciales de sécurité à bord des navires métropolitains à passagers

DECISION N° 214 chargeant le chef de la subdivision des travaux publics au Togo du contrôle de l'application des mesures spéciales de sécurité à bord des navires métropolitains à passagers.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu l'arrêté du ministre de la marine marchande en date du 21 janvier 1933 fixant les prescriptions spéciales de sécurité applicables à bord des navires à passagers;

Vu la circulaire ministérielle n° 186 M.M. du 10 février 1933;

Vu la décision n° 278 du 29 mars 1933 chargeant le chef du service des travaux publics du contrôle de l'application des mesures spéciales de sécurité à bord des navires métropolitains à passagers;

Vu les arrêtés n° 600 et 601 des 23 et 24 novembre 1934 portant organisation au Togo du service des travaux publics, du chemin de fer et du wharf;

Vu les arrêtés n° 167 et 168 du 30 avril 1936, portant réorganisation du service des travaux publics et des mines et fixant les attributions et le fonctionnement des services permanents des travaux publics du Togo;

Sur la proposition du chef du service des travaux publics;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — La décision n° 278 du 29 mars 1933 susvisé est abrogée.

ART. 2. — M. LAUGIER, ingénieur adjoint de 3^e classe du cadre général des travaux publics des colonies, chef de la subdivision des travaux publics du Togo est chargé de contrôler l'exécution à bord des navires métropolitains à passagers touchant le port de Lomé des prescriptions spéciales de sécurité prévues par l'arrêté susvisé du 21 janvier 1933.

ART. 3. — Ce fonctionnaire doit, au préalable, prêter serment devant le tribunal de 1^{re} instance de Lomé.

ART. 4. — La présente décision qui aura son effet pour compter du 1^{er} janvier 1936 sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 5 juin 1936.

BOURGINE.

Inspection des établissements dangereux insalubres ou incommodes

DECISION N° 213 chargeant le chef de la subdivision des travaux publics du Togo de l'inspection des établissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 14 décembre 1927 réglementant les établissements dangereux, insalubres ou incommodes dans le territoire du Togo;

Vu l'arrêté du 7 juillet 1928 créant un service d'inspection des établissements classés;

Vu les arrêtés n° 167 et 168 du 30 avril 1936, portant réorganisation du service des travaux publics et des mines et fixant les attributions et le fonctionnement des services permanents des travaux publics du Togo;

Sur la proposition du chef du service des travaux publics;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — M. LAUGIER, ingénieur adjoint de 3^e classe des travaux publics des colonies, chef de la subdivision des travaux publics du Togo est chargé de l'inspection des établissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes dans le territoire du Togo.

ART. 2. — Ce fonctionnaire doit au préalable prêter serment devant le tribunal de 1^{re} instance de Lomé.

ART. 3. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 5 juin 1936.

BOURGINE.

Diverses fonctions aux travaux publics**DECISION N° 215 désignant les agents chargés de remplir les diverses fonctions.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu les arrêtés nos 167 et 168 du 30 avril 1936, portant réorganisation du service des travaux publics et des mines et fixant les attributions et le fonctionnement des services permanents des travaux publics du Togo;

Sur la proposition du chef du service des travaux publics;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Sont désignés pour remplir les fonctions suivantes :

1° — Contrôle de la compagnie d'électricité, examen pour l'obtention du permis de conduire et réception des véhicules automobiles.

M. LAUCIER, ingénieur-adjoint des T. P. C., chef de la subdivision des travaux publics du Togo.

2° — Examen pour l'obtention du permis de conduire et réception des véhicules automobiles.

M. LHUSSIER, chef ouvrier d'art de 1^{re} classe des T. P. du Togo.

3° — Agent désigné pour opérations techniques de détail.

M. JOQUET, chef ouvrier d'art de 2^e classe du chemin de fer du Togo.

ART. 2. — La présente décision qui aura son effet pour compter du 5 juin 1936 sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 5 juin 1936.
BOURGINE.

Interdiction de séjour**ARRETE N° 222 portant interdiction de séjour.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 21 avril 1933 réorganisant la justice indigène au Togo notamment en son article 13;

Vu le rapport n° 800 en date du 25 mai 1936 du commandant de cercle du sud;

Sur l'avis de l'administrateur supérieur;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le séjour dans toute l'étendue de la subdivision de Lomé, de la commune mixte de Lomé et de la commune indigène d'Anécho est interdit, pour les durées indiquées ci-après, à compter de la date de leur libération, aux indigènes suivants :

a) Pour une durée de cinq ans :

1° — KANKOÉ DOVI, condamné le 25 mars 1935 à 18 mois de prison par le tribunal du 1^{er} degré de Lomé.

2° — KOU DANOU GAVIÉ, condamné le 19 août 1935 à 1 an de prison par le tribunal du 1^{er} degré de Lomé.

3° — Peter KOFFI, MENSAH dit AVOUDOUPOU, condamné le 24 octobre 1935 à 1 an de prison par le tribunal du 1^{er} degré de Lomé.

4° — LASSEY Ebénézer, condamné le 4 novembre 1935 à 1 an de prison par le tribunal du 1^{er} degré de Lomé.

b) Pour une durée de trois ans :

AMÉNOUMÉVÉ GBÉKÉ, condamné le 8 juillet 1935 à 1 an de prison par le tribunal du 1^{er} degré de Lomé.

c) Pour une durée de deux ans :

1° — ALI ou ALIKALI Michel, condamné le 22 juillet 1935 à 1 an de prison par le tribunal du 1^{er} degré de Lomé.

2° — Joseph BOBI, condamné le 22 juillet 1935 à 1 an de prison par le tribunal du 1^{er} degré de Lomé.

3° — KOU DJODJI AKPATCHA dit AMÉNON, condamné le 23 juillet 1935 à 1 an de prison par le tribunal du 1^{er} degré de Lomé.

ART. 2. — Le présent arrêté qui sera notifié aux intéressés, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 5 juin 1936.
BOURGINE.

NOMINATIONS, MUTATIONS, ETC. CONCERNANT LE PERSONNEL

PERSONNEL EUROPÉEN**ACTES DU POUVOIR LOCAL****Nominations**

Par décisions des :

28 mai 1936. — Le sergent d' I. C. FABIANI Marc Antoine, en service aux forces de police, est nommé billeteur du détachement de milice en service au camp pénal du Malfacassa, (cercle du nord, subdivision de Sokodé).

5 mai 1936. — M. DELAPIERRE, chef surveillant après 2 ans des travaux publics de l'A. O. F. est nommé comptable-matières du garage central, en remplacement M. DABEZIES, adjoint technique de 2^e classe des travaux publics rapatriable.

M. DELAPIERRE aura droit en qualité de comptable-matières du garage central aux indemnités prévues par l'arrêté du 20 mai 1933.

Avancements

Par arrêté du :

25 mai 1936. — L'article 1^{er} de l'arrêté du 26 février 1935 portant inscription aux tableaux d'avancement du personnel des cadres locaux européens du Togo, inséré au journal officiel du Togo du 16 mars 1935, est modifié comme suit en ce qui concerne M. WATTEAU Louis.

CADRE LOCAL EUROPÉEN DU CHEMIN DE FER

Au lieu de :

Pour le grade d'ouvrier d'art de 2^e classe :

M. WATTEAU Louis, ouvrier d'art de 3^e classe.

Lire :*Pour le grade d'ouvrier d'art de 1^{re} classe :*M. WATTEAU Louis, ouvrier d'art de 2^e classe.

Le reste sans changement.

Promotion

L'article 1^{er} de l'arrêté n° 104, du 2 mars 1935, portant promotions, est modifié ainsi qu'il suit en ce qui concerne M. WATTEAU Louis :

CADRE LOCAL EUROPÉEN DU CHEMIN DE FER

*Au lieu de :**Au grade d'ouvrier d'art de 2^e classe :*M. WATTEAU Louis, ouvrier d'art de 3^e classe.**Lire :***Au grade d'ouvrier d'art de 1^{re} classe :*

M. WATTEAU Louis, ouvrier d'art de 2^e classe, (conserve une ancienneté de 1 mois 25 jours pour rappels de services militaires).

Le reste sans changement.

Reclassement

Par décision du :

25 mai 1936 — Le tableau portant reclassement du personnel des chemins de fer du Togo, en date du 31 décembre 1933, inséré au journal officiel du Togo du 10 janvier 1934 est modifié comme suit en ce qui concerne M. WATTEAU Louis.

NOM ET PRÉNOM	DÉNOMINATION		DATE DE NOMINATION	ANCIENNETÉ AU 31 DÉC. 1933	SOLDE
	ANCIENNE	NOUVELLE			
WATTEAU Louis	Ouvrier d'art avant 36 mois.	Ouvrier de 2 ^e classe.	6 mai 1933.	1 an, 1 mois, 25 jours.	14.000

Avancement

Par arrêté du :

3 juin 1936. — L'article 1^{er} de l'arrêté n° 32, du 23 janvier 1936, portant inscription au tableau d'avancement du personnel des cadres locaux européens du Togo, est modifié comme suit en ce qui concerne M. BRUNI Louis :

E. — CHEMIN DE FER

*Au lieu de :**Pour le grade de sous-chef de gare de 3^e classe :*M. BRUNI Louis, sous-chef de gare de 4^e classe (au choix) :**Lire :***Pour le grade de sous-chef de gare de 1^{re} classe :*M. BRUNI Louis, sous-chef de gare de 2^e classe (au choix).**Promotion**

Par arrêté du :

3 juin 1936. — L'article 1^{er} de l'arrêté n° 33, du 23 janvier 1936, portant promotions, est modifié ainsi qu'il suit en ce qui concerne M. BRUNI Louis :

7^e — CHEMIN DE FER*Au lieu de :**Au grade de sous-chef de gare de 3^e classe :*M. BRUNI Louis, sous-chef de gare de 4^e classe :**Lire :***Au grade de sous-chef de gare de 1^{re} classe :*M. BRUNI Louis, sous-chef de gare de 2^e classe.

Le reste sans changement.

Passage

Par décision du :

30 mai 1936. — Une réquisition de passage de retour, par anticipation de Lomé à Bordeaux, en 1^{re} classe, 2^e catégorie B, sur le paquebot *Asie*, attendu à Lomé

vers 23 juin 1936, est accordée à M^{me} CORROT Raymond, femme d'un administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies, se rendant à Altkirch, Haut Rhin.

PERSONNEL INDIGÈNE**Engagements**

Par décision des :

20 mai 1936. — Le nommé Michel Assou est engagé en qualité de mécanicien-conducteur auxiliaire au salaire journalier de cinq francs (5 frs), pour compter du 19 mai 1936 et est mis à la disposition du commandant du cercle du nord (subdivision de Lama-Kara).

23 mai 1936. — Le nommé GRUNITZKI François est engagé en qualité de mécanicien-conducteur auxiliaire au salaire journalier de cinq francs (5 frs.) et est mis à la disposition du chef du service de santé.

20 avril 1936. — Le nommé ANANI Gabriel est engagé en qualité de conducteur auxiliaire à une rémunération de cinq francs (5 frs.) par journée effective de travail pour compter du 17 avril 1936 et est mis à la disposition de M. le chef de l'arrondissement des travaux publics au Togo.

Congés

Par décisions des :

25 mai 1936 — Un congé de 6 mois, pour maladie, du 1^{er} mai au 1^{er} novembre 1936 inclus, est accordé au planton de 8^e classe LIMOAN Germain, en service au réseau Bénin-Niger à Cotonou.

Il aura droit à sa solde entière pendant les deux premiers mois et à demi-solde pendant les quatre mois suivants.

Un congé de 30 jours, valable au 31 mai au 29 juin 1936 inclus, est accordé au surveillant de route de 7^e classe ALHERI, en service au cercle du nord, pour en jouir à Sokodé.

Punition

Par décision du :

22 mai 1936. — Une punition de 8 jours de suspension de solde est infligée au moniteur auxiliaire de 2^e classe de l'agriculture KPADE Joseph, en service au cercle du centre (2^e circonscription agricole), pour négligence dans son travail.

FORCES DE POLICE**1^{re} — Compagnie de milice :****Engagements**

Par arrêté du :

22 mai 1936. — Sont engagés après stages respectifs de 1 et de 2 ans accomplis :

Comme milicien de 2^e classe :

pour une durée de 3 ans à compter du :

1^{er} mai 1936. — DIGBE KOFFI, stagiaire catégorie A. N^o Mle M/440/A. C. de la 1^{re} section de milice de Nawaré.

1^{er} juin 1936. — KOUASSI Georges, stagiaire catégorie B. N^o Mle M/391/B. G. de la P. C. Lomé.

Agrément de stagiaire

Le nommé LACLÉ Guillaume est agréé à la compagnie de milice en qualité de stagiaire de la catégorie B. pour compter du 15 mai 1936.

Licenciement

Est licencié pour compter du 1^{er} juin 1936, le stagiaire de la catégorie B. KPELE, N^o Mle M/417/B. T. de la 1^{re} section de milice de Nawaré, pour « mesure disciplinaire ».

Mutation

Est admis à passer dans la garde indigène et rayé des contrôles de la compagnie de milice pour compter du 15 mai 1936, le stagiaire de la catégorie B. LACLÉ Guillaume, de la P. C. Lomé.

2^e — Garde indigène :**Licenciement**

Est licencié à compter du 1^{er} juin 1936, le garde de 2^e classe ALI BORGOU, N^o Mle 1061, du peloton du sud (subdivision d'Anécho), pour « mesure disciplinaire ».

Mutation

Est admis dans la garde indigène à compter du 15 mai 1936, comme garde de 2^e classe, N^o Mle 1065, conformément aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté N^o 467 du 15 août 1933, l'ex-stagiaire de la catégorie B. LACLÉ Guillaume, de la P. C. Lomé.

Le garde LACLÉ Guillaume est affecté ledit jour au détachement de police de Lomé.

Compagnie de milice :**Mutation**

Par décision du :

29 mai 1936. — Est admis à passer dans la garde indigène et rayé des contrôles de la compagnie de milice pour compter du 1^{er} juin 1936, le stagiaire de la catégorie B. ALANO, N^o Mle M/400/B. T. de la P. C. Lomé.

2^e — Garde indigène :**Rengagements**

a) — Sont rengagés pour 1 an à compter du :

1^{er} juin 1936. — BADASSEM, garde 2^e classe, N^o Mle 754, du peloton du sud, (subdivision de Lomé).

OUASSOU, garde 2^e classe, N^o Mle 1042, du peloton du sud, (subdivision de Lomé).

15 juin 1936. — SIBIRI, brigadier 1^{re} classe, N^o Mle 900, du peloton du sud, (subdivision de Lomé).

b) — Est rengagé pour 1 an comme garde de 1^{re} classe à compter du 1^{er} mai 1936, le brigadier de 2^e classe, MAHOUA, N^o Mle 341, du peloton de dépôt (Lomé).

Permission

Une permission de 45 jours à demi-solde pour compter du 15 juin 1936, délais de route non compris et sans la gratuité du transport est accordée au garde de 2^e classe ZEKPA Joseph, N^o Mle 997, du détachement de police Lomé, pour en jouir à Cabou, (cercle du nord).

Mutations

a) — Est admis dans la garde indigène, conformément aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté n^o 467 du 15 août 1933, comme garde de 2^e classe N^o Mle 1066 à compter du 1^{er} juin 1936, l'ex-stagiaire de la catégorie B. ALANO, N^o Mle M/400/B. T. de la P. C. Lomé.

b) — Sont affectés à compter du 1^{er} juin 1936 :

au peloton du nord (subdivision de Mango) :

MAHOUA, garde de 1^{re} classe, N^o Mle 341, du peloton de dépôt Lomé.

au peloton du centre (subdivision de Klouto) :

DOHA DOTOBA, brigadier 2^e classe, N^o Mle 200, du peloton de dépôt Lomé.

au peloton du sud (subdivision d'Anécho) :

BOUKOTE N'DAM, garde de 1^{re} classe, N^o Mle 758, du peloton de dépôt Lomé.

ALANO, garde 2^e classe, (clairon) N^o Mle 1066, ex-stagiaire catégorie B. de la P. C. Lomé.

au peloton de dépôt (Lomé) :

ASSABI, garde 1^{re} classe, N^o Mle 182, du peloton du centre, (subdivision de Klouto).

Punition

Par décision du :

31 mai 1936. — Une punition de 30 jours de prison dont 15 de retenue de solde est infligée au brigadier de 1^{re} classe, BOKPASSE, N^o Mle 936, du peloton du centre, (subdivision de Klouto), pour « faute grave en service ».

Rétrogradations

a) — Est rétrogradé et remis garde de 1^{re} classe à compter du 1^{er} mai 1936, le brigadier de 2^e classe, MAHOUA, N^o Mle 341, du peloton de dépôt Lomé, pour « inaptitude au commandement ».

b) — Est rétrogradé et remis garde de 1^{re} classe à compter du 1^{er} juin 1936, le brigadier de 2^e classe ASSABI, N^o Mle 182, du peloton du centre, (subdivision de Klouto), pour « faute grave en service ».

CIRCULATION AUTOMOBILE

Par décision du :

28 mai 1936. — La circulation sur la route Nuatja-Tohoun est interdite à tout véhicule automobile ayant une charge utile supérieure à 500 kgs.

Toutefois, à titre tout à fait exceptionnel, dans les cas d'urgence dûment justifiés, il pourra être dérogé aux dispositions restrictives de l'article 1^{er} précédent, par autorisation du commandant du cercle du centre.

COMMISSION

Par décision du :

30 mai 1936. — Une commission composée de :

M. M. SANSON chef du bureau des finances *Président*.

LAUGIER ingénieur-adjoint des T. P.,
chef de la subdivision des T. P. du Togo, *Membres*

GUERIN, chef de la section du matériel,

LHUISSIER, chef ouvrier d'art de 1^{re} classe des T. P. du Togo, *Conseiller technique*

DELAPIERRE, comptable-matières du garage central,

se réunira sur la convocation de son président en vue de la condamnation de la voiture Delaunay TT 68 en service au garage central.

PRODUITS PHARMACEUTIQUES

Par décision du :

23 mai 1936. — Est complétée comme suit la liste n° 2 des produits pharmaceutiques dont la vente est autorisée dans les dépôts prévus à l'article 3 de l'arrêté du 15 novembre 1928.

Bishop's liver balie salt.

DOMAINES

Par décision du :

23 mai 1936. — DELAPIERRE, agent des travaux publics à Lomé, est désigné, comme géomètre ad-hoc, pour procéder le vendredi 29 mai 1936 aux bornages ci-après en matière d'immatriculation de terrains situés à Lomé :

à 9 h. réquisition n° 992 propriété Anthony Timothy.

à 10 h. réquisition n° 994 propriété Anthony Andréas.

à 15 h. réquisition n° 993 propriété AJAVON Emmanuel.

Avis de demande d'immatriculation

au livre foncier du territoire du Togo

Suivant réquisition, n° 997, déposée le 15 juin 1936, le receveur des domaines à Lomé, agissant au nom et pour le compte du territoire du Togo placé sous le mandat de la France, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, divisé en 14 lots et comprenant rues et place, constituant le lotissement du centre commercial de Mango, (subdivision de Mango, cercle du nord), d'une contenance totale de 3 hectares 53 ares 74 centiares, situé à Mango, chef-lieu de subdivision, cercle du nord et borné au nord, à l'est, au sud et à l'ouest par des terrains aux propriétaires inconnus.

Il déclare que ledit immeuble appartient au territoire du Togo et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de 1^{re} instance de Lomé.

Le conservateur de la propriété foncière,
PEYROTTE.

AVIS AUX NAVIGATEURS

N° 116. — Les navigateurs qui fréquentent le fleuve Sénégal sont informés qu'il existe un nouveau chenal navigable du sud de l'épave du Picardie, le chenal de Gandiole situé au nord de cette épave demeurant encore le meilleur.

Toutefois, vu les changements fréquents des fonds de l'embouchure, ils devront, en ce qui concerne le choix du meilleur passage, s'en remettre aux indications qui leur seront données sur place par le service de pilotage.

N° 115 — *Bateau feu de la rivière Gambie :*

Remplacé temporairement par une bouée lumineuse.

Date :

Vers le 28 mai 1936.

Position :

Latitude 13° 34' nord — longitude 16° 45' ouest (approximativement).

Observations :

Le bateau-feu sera remplacé pour une période d'environ 30 jours par une bouée lumineuse ayant le même feu, visible à une distance de 7 milles. La bouée aura la forme d'une tonne et sera peinte en noir avec des raies verticales de couleur blanche.

Cartes affectées temporairement :

N° s 608 — 599 — 1147.

Publication :

Liste des phares 4^e partie — 1933 — n° 1083. 3.

N° 114. — A compter de ce jour l'atterrissage de Kribi (Cameroun) est balisé de la façon suivante :

1° — Une bouée rouge portant l'inscription Kribi n° 2 mouillée par fonds de 2m.50 dans l'alignement phare église.

2° — Une bouée noire portant l'inscription Kribi n° 1 mouillée par fonds de 8m.50 à un demi-mille au nord de la précédente.

N° 113. — Les navigateurs qui fréquentent la baie du Lévrier sont informés que l'épave du Chasseloup Laubat qui se trouve (voir carte 5460) par 20° 53' 23" 7 de latitude N. et 17° 4' 49" 6 de long W. (Gr.) est dans le faisceau blanc du feu du port de Port-Etienne. L'angle que fait la droite définie par l'épave et le feu du port avec la limite sud du faisceau blanc est d'environ trois degrés.

Un avis ultérieur fera connaître la modification du secteur rouge qui couvrira cette épave.

BULLETIN MÉTÉOROLOGIQUE

AVRIL 1936

Climatologie ⁽¹⁾

DATES	LOMÉ			NUATJA			ATAKPAMÉ			PALIMÉ			MISAHOÉ			SOKODÉ			ALÉDJO			PAGOUDA			MANGO		
	(2) Pres.	(3) Temp	(4) Hygr.	(5) Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.
1	11,9	26,6	82	98,7	28,8	73	71,7	28,7	71	88,8	28,7	77	63,3	25,2	78	68,2	27,1		26,3	28,2	74	63,4	26,9	81	96,2	32,0	86
2	13,0	26,6	89	99,7	29,1	67	71,7	27,7	70	87,7	28,0	69	64,0	25,9	70	69,1	28,7			24,0	77	65,1	26,9	87	98,3	28,3	70
3	13,3	26,7	83	99,8	30,0	64	72,7	29,2	62	87,9	27,8	67	66,0	26,5	67	69,3	28,4		26,4	87	68,8	27,7	85	97,0	20,4	89	
4	11,9	27,1	84	99,0	30,2	79	73,8	28,7	69	86,6	28,2	67	64,3	26,0	62	68,2	28,2		25,8	60	64,2	27,8	67	97,0	30,4	89	
5	10,2	27,5	83	97,1	29,8	70	71,7	29,0	65	84,3	28,0	62	62,7	27,0	61	66,6	29,2		26,5	73	62,7	28,1	84		30,1	83	
6	09,8	28,0	81	97,0	29,9	68	72,7	27,8	70	84,2	27,0	62	60,6	28,3	72	64,7	28,6		26,7	71	62,2	29,0	61		31,4	84	
7	09,9	28,3	88	97,8	30,2	78	72,3	28,3	71	88,1	28,1	70	60,8	27,0	73	63,8	28,8		28,4	71	62,3	29,3	89	98,3	31,2	84	
8	19,1	27,9	80	97,4	29,1	73	71,8	29,7	77	84,0	27,8	66	60,8	28,8	62	63,8	29,1		26,1	81	62,8	28,0	77	98,7	31,7	80	
9	10,0	28,4	82	98,3	30,8	83	71,7	29,1	83	88,8	28,8	67	61,3	28,1	78	63,1	29,2		28,7	83	62,6	29,1	69	96,1	32,3	84	
10	11,5	28,4	81	98,7	30,2	80	72,6	28,7	84	86,2	27,0	84	61,0	26,2	83	64,3	28,2		26,3	78	63,7	28,6	66	98,9	31,4	89	
11	12,3	26,2	83	99,0	27,7	70	73,0	27,4	74	86,7	26,8	70	62,7	26,6	81	63,9	28,8		26,7	70	63,8	29,8	64	96,3	31,0	86	
12	11,8	26,8	74	99,6	28,9	88	73,1	26,3		87,1	26,3	78	61,1	28,7		64,7	27,7		26,8	70	65,1	28,1	89	97,3	31,9	80	
13	12,8	27,3	80	99,1	28,9	72	72,0	28,1	73	88,6	27,4	69	62,8	27,3	60	64,1	28,6		26,2	78	64,8	28,3	81	98,7	33,8	83	
14	11,4	27,7	84	99,1	29,2	83	72,3	29,3	70	89,2	27,6	69	62,1	28,7	64	62,7	27,6		28,0	71	63,8	29,1	60	98,3	32,9	48	
15	11,5	28,2	88	99,7	31,2	88	71,8	30,8	64	86,3	28,7	72	61,7	29,1	68	64,2	28,0		26,8		64,8	29,8	61	98,9	33,7	47	
16	11,1	26,2	81	99,3	28,2	68	71,7	28,2	64	88,7	28,0	78	61,8	27,7	70	63,9	29,9		26,4	60	63,8	28,0	61	97,3	30,0	48	
17	11,3	28,8	84	99,7	31,8	70	72,7	30,2	69	86,1	27,0	78	62,2	28,1	74	63,8	29,3		26,8	69	64,1	29,3	87	99,6	31,8	80	
18	12,1	26,7	84	99,8	27,7		72,3	29,6	67	86,7	26,6	72	62,8	27,3	74	64,3	28,3		27,3	67	67,0	30,0	83	97,0	31,8	49	
19	11,8	27,9	83	97,8	29,8	68	72,7	30,3		88,4	27,8	66	61,1	28,2	63	62,9	28,7		26,1	71	67,1	29,8	63	98,9	31,8	80	
20	09,8	28,7	79	97,9	30,7	76	71,7	30,7	71	84,9	28,8	76	60,1	28,3	72	61,0	28,6		26,1	77	61,3	30,0	88	94,1	31,8	64	
21	09,8	29,0	83	97,7	31,0	74	71,3	29,7	73	84,8	28,9	71	61,1	28,7	82	61,4	28,0		24,4	70	62,1	29,8	63	96,2	30,2	64	
22	09,4	28,8	84	97,1	31,7	69	70,1	30,8	69	84,3	29,0	67	60,7	27,8	68	61,7	28,2		24,8	88	62,3	29,0	76	97,0	32,0	63	
23	09,8	28,4	84	97,8	30,9	72	71,0	29,6	71	84,8	28,3	74	62,7	26,8	79	63,0	26,6		25,3	00	63,8	26,6	74	98,8	30,0	61	
24	11,8	27,1	88	98,7	28,8		73,3	29,4	72	88,8	27,0	78	63,0	27,0	68	63,7	28,3		26,8	87	63,9	29,8	80	96,2	30,7	40	
25	11,8	28,3	84	99,8	28,4	87	73,4	27,0	88	86,6	28,0	77	63,1	26,2	81	63,8	28,0			74	64,6	27,8	72	97,8	30,1	83	
26	09,8	27,0	83	98,7	29,4	76	72,7	29,1		84,8	27,6	66		27,0	72	62,2	27,4		28,7	73	62,6	28,0	78	98,1	30,7	82	
27	08,6	28,6	88	96,6	27,8	85	71,8	26,6	80	83,8	26,3	78		28,1	70	61,3	28,6		24,3	82	62,3	26,1	78	98,8	30,0	60	
28	09,8	27,7	78	97,8	29,8		72,1	28,8	63	84,2	29,0	70	60,9	26,8	80	61,7	28,4		28,3	76	63,0	28,9	84	97,3	27,0	64	
29	10,6	27,6	79	98,6	29,3	71	71,7	29,0	90	88,8	27,8	77	61,4	27,3	70	63,1	27,6		28,0	77	62,7	28,0	70	98,8	29,0	60	
30	11,8	28,8	88	99,9	28,6	89	72,6	28,8		88,7	24,9	84	62,1	23,0	94	63,4	28,0		26,3	01	64,2	28,8	78	96,6	27,8	61	
Moy.	10,0	27,5	83	98,6	29,4	78	72,2	28,7	74	88,7	27,7	72	62,1	27,1	74	64,1	27,9		28,0	78	63,8	28,4	67	96,8	30,7	88	

(1) Facteurs moyens

(2) En millibars et corrigé à 0° : 1.000 +

(5) En millibars et corrigé à 0° : 200 +

(3) En degrés centigrades

(4) En %

Pluviométrie ⁽⁶⁾

DATES	LOMÉ	TSÉVIÉ	ANÉCHO	PALIMÉ	MISAHOUÉ	NUATJA	ATAKPAMÉ	KLABÉ	YÉGUÉ	SOKODÉ	BASSARI	ALEDJO	PAGOUÏA	MANGO	DAPANGO
1	7,2		5,0	14,0	30,0	15,0	10,2	26,6					18,7	5,2	
2												3,9	G		
3											4,0		23,1	1,8	
4						11,0	1,0	G	10,1		6,0				30,6
5				G							40,0	3,8			
6							G					5,4			
7						23,0					4,0				
8									1,5	13,1		11,4	27,5		
9					15,0	6,3				G	3,6	15,8	1,0	6,0	
10		18,6		25,0	6,0		18,7						G		
11		5,7		11,0					20,5	2,7		G			
12													25,0		
13											13,0				
14												6,4			
15	0,6	2,7		6,5		9,0	1,2	20,0	3,5	2,5	10,0	G	2,1		
16		6,2					G								
17	4,3		2,5												
18											4,8			12,6	
19										G		G			
20		7,0					G			8,0		6,4			
21									2,3				10,0		
22								24,7	2,5	18,7	19,9	5,6	G		
23		10,0								1,2		63,6			
24	33,0		39,5	2,0	1,5	3,0	47,5	27,0	104,7	17,5	3,4	9,2	38,4	1,5	
25					6,0	9,5	2,0					5,3			2,9
26					54,0	53,0	31,2		7,5		32,0	G	5,2		
27	7,8			41,0			0,7	2,6				0,9			2,7
28				3,0			9,8	23,0	10,3	G	5,7	G	15,5	20,3	
29		9,7		34,0		13,0	12,5	36,0	73,9	61,2	50,0	54,4	17,0	5,7	
30			1,7				1,0	G		G	1,0	4,2	1,7	1,3	
TOTAL	52,9	59,9	48,7	136,5	112,5	142,8	135,8	159,9	236,8	124,9	197,4	196,3	185,2	54,4	36,2

(6) Hauteur d'eau tombée en millimètres.

G : Gouttes.

**ÉTAT des mouvements de la Navigation des Ports de Lomé et d'Anécho
pendant le mois de Mai 1936**

NOMS, PROVENANCE ET DESTINATION DES NAVIRES	PAVILLON	D A T E S		TONNAGE NOMINAL	EQUIPAGE	T O N N A G E	
		D'ARRIVÉE	DE DÉPART			DÉBARQUÉ	EMBARQUÉ
Ouémé Lagos-Marseille	Français	29. 4. 36	1. 5. 36	2.417	44	—	348.580
Ft. Lamy Douala-Dunkerque	—do—	30. 4. 36	—do—	3.117	38	—	163.406
125-Canada Douala-Marseille	—do—	4. 5. 36	4. 5. 36	5.668	167	0.403	2.775
126-Reggestroom Hambourg-Douala	Hollandais	5. 5. 36	5. 5. 36	1.691	35	35.621	—
127-Otho New York-Opobo	Américain	—do—	6. 5. 36	2.976	34	215.300	—
128-Touareg Marseille-Douala	Français	8. 5. 36	8. 5. 36	3.123	73	19.469	0.115
129-Chelma Pte. Noire-Marseille	—do—	—do—	—do—	3.206	42	48.120	310.266
130-Asie Pte. Noire-Bordeaux	—do—	9. 5. 36	9. 5. 36	4.214	132	—	37.266
131-Mary Kingsley Liverpool-Kribi	Anglais	10. 5. 36	10. 5. 36	2.175	41	29.805	—
132-Edw. Blyden Londres-Kribi	—do—	11. 5. 36	11. 5. 36	2.155	40	46.093	—
133-Hindhead Liverpool-Burutu	—do—	—do—	12. 5. 36	1.859	29	241.721	—
134-Godfrey Holt Liverpool-Warri	—do—	—do—	11. 5. 36	2.180	41	106.824	—
135-Jamaïque Bordeaux-Pte. Noire	Français	13. 5. 36	13. 5. 36	6.258	127	2.058	1.348
136-Ft. de Troyon Dunkerque-Douala	—do—	14. 5. 36	14. 5. 36	3.114	38	39.161	0.050
137-Touareg Douala-Marseille	—do—	16. 5. 36	16. 5. 36	3.123	73	—	347.966
138-Zaremba Matadi-New York	Américain	20. 5. 36	20. 5. 36	3.073	34	4.459	103.983
139-Banfora Marseille-Douala	Français	21. 5. 36	21. 5. 36	5.577	144	57.188	0.060
140-Maaskerk Hambourg-Douala	Hollandais	—do—	—do—	2.447	66	156.649	0.276
141-Anfora Durban-Trieste	Italien	22. 5. 36	22. 5. 36	3.379	42	—	260.563
142-Lisbeth Kogo-Marseille	Norvégien	—do—	—do—	1.636	45	—	157.841
143-Fantiman Addah-Addah	Anglais	—do—	23. 5. 36	402	19	57.751	—
144-Godfrey Holt Warri-Liverpool	—do—	23. 5. 36	—do—	2.180	41	0.038	104.370
145-Jamaïque Pte. Noire-Bordeaux	Français	26. 5. 36	26. 5. 36	6.258	126	—	37.517
146-Ft. de Troyon Douala-Dunkerque	—do—	27. 5. 36	28. 5. 36	3.114	38	—	102.878
147-Foucauld Bordeaux-Pte. Noire	—do—	—do—	27. 5. 36	6.599	149	3.091	2.522
148-Muirton Marseille-Pte. Noire	—do—	29. 5. 36	29. 5. 36	3.112	44	263.698	—

Noms, PROVENANCE ET DESTINATION DES NAVIRES	PAVILLON	DATES		TONNAGE NOMINAL	ÉQUIPAGE	TONNAGE	
		D'ARRIVÉE	DE DÉPART			DÉBARQUÉ	EMBARQUÉ
149-Ashlea Kribi-Hull	Anglais	30. 5. 36	31. 5. 36	2.532	33	—	596.503
150-Casamance Dunkerque-Kribi	Français	31. 5. 36	—do—	3.435	38	58.083	—
151-Liberian Hambourg-Opobo	Anglais	—do—	en rade	3.068	40	266.793	—

PORT D'ANÉCHO

10-Chelma Pte. Noire-Marseille	Français	8. 5. 36	8. 5. 36	3.206	42	—	113.600
11-Anfora Durban-Trieste	Italien	21. 5. 36	21. 5. 36	3.379	42	—	104.186

Lomé, le 2 Juin 1936.

*Le Chef du Bureau Principal des Douanes de Lomé,
Toqué,*

STATISTIQUES COMMERCIALES TRIMESTRIELLES

Etat comparatif du mouvement commercial
pendant le 1^{er} trimestre des années 1934-1935 et 1936

DÉSIGNATION DU COMMERCE	TONNAGE	VALEUR	TONNAGE	VALEUR	TONNAGE	VALEUR
	(Q. M.)	(milliers de frs.)	(Q. M.)	(milliers de frs.)	(Q. M.)	(milliers de frs.)
	1934		1935		1936	
Commerce spécial d'importation	33.877	6.885	49.282	7.375,5	61.650	10.372,5
Commerce spécial d'exportation	94.762	8.917	112.614	10.456	163.548,5	12.467
TOTAL DU COMMERCE SPÉCIAL	128.639	15.802	161.896	17.831,5	225.198,5	22.839,5
Réexportation, etc.	825	199	426	161	3.435	200
TOTAL DU COMMERCE GÉNÉRAL	129.464	16.001	162.322	17.992,5	228.633,5	23.039,5

ETAT DES PRINCIPAUX FOURNISSEURS ET CLIENTS

pendant le 1^{er} trimestre des années 1934-1935 et 1936

(COMMERCE SPÉCIAL)

PRINCIPAUX FOURNISSEURS	IMPORTATIONS DE LA PÉRIODE CORRESPONDANTE DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES (valeurs exprimées en milliers de francs)		
	1934	1935	1936
France	1.426	1.092,5	1.076,5
Allemagne	739	385,5	573,5
Angleterre	1.906	2.465,5	3.572
Belgique	131	192	306
Etats-Unis	715	919	690,5
Hollande	182	230	509,5
Japon	222	269,5	1.286
Autres pays	1.564	1.821,5	639,5
Colonies anglaises	—	—	1.659
Colonies françaises	—	—	60
TOTAUX	6.885	7.375,5	10.372,5

PRINCIPAUX CLIENTS	EXPORTATIONS DE LA PÉRIODE CORRESPONDANTE DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES (valeurs exprimées en milliers de francs)		
	1934	1935	1936
France	4.454	5.218	7.808
Colonies françaises	82	4	7,5
Allemagne	1.641	3.094	1.196
Angleterre	37	—	77
Belgique	37	50	45
Pologne	—	67	—
Etats-Unis	1.190	803	2.270
Hollande	780	557	700
Espagne	—	61	—
Autres pays	696	602	363,5
TOTAUX	8.917	10.456	12.467

MOUVEMENT GÉNÉRAL DE LA NAVIGATION

pendant le premier trimestre 1935 et 1936

ENTRÉES

PORTS	NAVIRES ENTRÉS				MARCHANDISES DÉBARQUÉES			
	NOMBRE		JAUGE (TONNEAUX)		QUANTITÉS Q. M.		VALEURS (MILLIERS DE FRANCS)	
	1935	1936	1935	1936	1935	1936	1935	1936
LOMÉ	80	90	274.176	301.992	49.844	61.432	6.133	9.432
ANÉCHO	3	5	8.673	11.871	—	—	—	—
TOTAL	83	95	282.849	313.863	49.844	61.432	6.133	9.432

MOUVEMENT GÉNÉRAL DE LA NAVIGATION

pendant le premier trimestre 1935 et 1936

SORTIES

PORTS	NAVIRES SORTIS				MARCHANDISES EMBARQUÉES			
	NOMBRE		JAUGE (TONNEAUX)		QUANTITÉS Q. M.		VALEURS (MILLIERS DE FRANCS)	
	1935	1936	1935	1936	1935	1936	1935	1936
LOMÉ	80	90	274.176	301.992	98.726	150.310	9.700	11.729
ANÉCHO	3	5	8.673	11.871	7.228	16.922	344	926
TOTAL	83	95	282.849	313.863	105.954	167.232	10.044	12.655

MOUVEMENT GENERAL DE LA NAVIGATION PAR PAVILLON pendant le premier trimestre 1935 et 1936.

NAVIRES ENTRÉS

PAVILLONS	NOMBRE		JAUGE (TONNEAUX)		MARCHANDISES DÉBARQUÉES			
					QUANTITÉS		VALEURS	
	1935	1936	1935	1936	Q.	M.	(MILLIERS DE FRANCS)	
	1935	1936	1935	1936	1935	1936	1935	1936
FRANÇAIS	40	46	173.586	189.141	26.647	28.245	1.418	2.359
ANGLAIS	29	34	70.237	88.735	17.222	25.764	3.666	5.884
ALLEMAND	3	1	7.503	2.242	636	1.524	408	168
AMÉRICAIN	1	—	3.635	—	662	—	70	—
DANOIS	—	3	—	5.793	—	—	—	—
HOLLANDAIS	3	4	7.347	9.577	2.366	2.250	497	923
ITALIEN	6	5	19.420	16.753	975	3.634	40	91
POLONAIS	1	—	1.121	—	1.336	—	34	—
SUÉDOIS	—	2	—	1.622	—	15	—	7
TOTAUX	83	95	282.849	313.863	49.844	61.432	6.133	9.432

NAVIRES SORTIS

PAVILLONS	NOMBRE		JAUGE (TONNEAUX)		MARCHANDISES EMBARQUÉES			
					QUANTITÉS		VALEURS	
	1935	1936	1935	1936	Q.	M.	(MILLIERS DE FRANCS)	
	1935	1936	1935	1936	1935	1936	1935	1936
FRANÇAIS	40	46	173.586	189.141	48.169	89.646	4.409	6.260
ANGLAIS	29	34	70.237	88.735	40.534	44.966	4.356	4.547
ALLEMAND	3	1	7.503	2.242	3.945	—	505	—
AMÉRICAIN	1	—	3.635	—	—	—	—	—
DANOIS	—	3	—	5.793	—	16.664	—	1.027
HOLLANDAIS	3	4	7.347	9.577	384	4.684	28	236
ITALIEN	6	5	19.420	16.753	12.390	4.882	678	266
POLONAIS	1	—	1.121	—	532	—	68	—
SUÉDOIS	—	2	—	1.622	—	6.390	—	319
TOTAUX	83	95	282.849	313.863	105.954	167.232	10.044	12.655

ÉTAT DES IMPORTATIONS

pendant le premier trimestre 1936

COMMERCE SPÉCIAL

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE PROVENANCE	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)		
			1934	1935	1936	1934	1935	1936
2. Bestiaux.	Gold-Coast	Têtes Q. M.			4 2			0,5
	Totaux	Têtes Q. M.			4 2			0,5
3. Viandes fraîches, réfrigérées et con- gelées	France	Q. M.			1			1
	Totaux	—			1			1
4. Viandes salées ou autrement pré- parées	France	Q. M.	1	1	1,5	2	2	2
	Allemagne	—	1	0,5	1	2	1	1
	Angleterre	—	5	7	5	7	11	7
	U. S. A.	—	0,5	1		1	0,5	
	Hollande	—		1			1	
	Autres pays	—	1	2		1	2	
	Totaux	—	8,5	12,5	7,5	13	17,5	10
5. Conserves de viandes en boîtes.	France	Q. M.	5	1,5		10	2	
	Angleterre	—	16	7		5	1	
	U. S. A.	—	3	32	4	1	7	1
	Argentine	—			8			2
	Autres pays	—		14	5		3	1
	Totaux	—	24	54,5	17	16	13	4
7. Lait en conserve	France	Q. M.	20	4	7	12	2	4
	Angleterre	—	2	6	7	1	3	3
	Belgique	—	1			0,5		
	Hollande	—	5	10	22	0,5	6	14
	Danemark	—			4			3
	Autres pays	—	9	6		4	3	
	Totaux	—	37	26	40	18	14	24
8. Poissons secs, salés ou fumés	France	Q. M.		3	1		1	0,5
	Gold-Coast	—			279			84
	Autres pays	—	395	305		99	61	
	Totaux	—	395	308	280	99	62	84,5
9. Farine de fro- ment	France	Q. M.		3			0,5	
	Angleterre	—	2	1	1	1	0,5	0,5
	U. S. A.	—	733	394	528	54	27	38
	Totaux	—	735	398	529	55	28	38,5
10. Riz	Indochine	Q. M.			192			11
	Indes angl.	—			25			1
	Birmanie	—			200			11
	Autres pays	—	734	470		49	25	
	Totaux	—	734	470	417	49	25	23
11. Biscuits de mer	France	Q. M.	31	6		8	2	
	Angleterre	—	9	9	9	2	2,5	2
	Belgique	—			17			4
	U. S. A.	—	2			1		2,5
	Autres pays	—		4			1	116,5
	Totaux	—	42	19	26	11	5,5	6

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE PROVENANCE	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)		
			1934	1935	1936	1934	1935	1936
12. Noix de colas	Gold-Coast	Q. M.	174	72	583	87	36	58
	Totaux	—	174	72	583	87	36	58
13. Légumes secs	France	Q. M.	3	3	2	1	1	1
	Belgique	—	—	1	1	—	0,5	0,5
	Totaux	—	3	4	3	1	1,5	1,5
14. Pommes de terre	France	Q. M.	—	9	12	—	1	2
	Angleterre	—	—	6	8	—	1	1
	Belgique	—	8	—	18	0,5	—	1
	Hollande	—	51	35	32	3	3	2
	Madère	—	—	—	10	—	—	1
	Autres pays	—	—	4	—	—	1	—
	Totaux	—	59	54	80	3,5	6	7
15. Sucres	France	Q. M.	638	455	300	77	43	28
	Angleterre	—	152	1	52	15	0,5	5
	Maroc	—	—	—	37	—	—	3
	Tschécoslov.	—	—	—	596	—	—	55
	Autres pays	—	6	264	—	1	23,5	—
	Totaux	—	796	720	985	93	67	91
16. Café	France	Q. M.	0,5	—	—	1	—	—
	Gold-Coast	—	—	1	3	—	1	2
	Totaux	—	0,5	1	3	1	1	2
17. Chocolat	France	Q. M.	2	1	2	2	1	2
	Angleterre	—	1	—	0,5	1	—	5
	Totaux	—	3	1	2,5	3	1	7
18. Poivre	Angleterre	Q. M.	0,5	—	—	1	—	—
	Totaux	—	0,5	—	—	1	—	—
19. Thé	Angleterre	Q. M.	1	—	—	2	—	—
	Indes angl.	—	—	—	0,5	—	—	1
	Autres pays	—	1	1	—	3	1	—
	Totaux	—	2	1	0,5	5	1	1
20. Tabacs en feuilles ou en côtes	U. S. A.	Q. M.	398	337	310	222	177	162
	Totaux	—	398	337	310	222	177	162
21. Tabacs fabriqués.	France	Q. M.	2	1	1	4	2	2
	Allemagne	—	0,5	—	0,5	1	—	1
	Angleterre	—	6	8	13	33	34	71
	Belgique	—	0,5	—	—	1	—	—
	U. S. A.	—	0,5	—	—	1	—	—
	Hollande	—	—	0,5	—	—	2	—
	Algérie	—	—	—	3	—	—	5
	Autres pays	—	2	2	—	4	3	—
	Totaux	—	11,5	11,5	17,5	44	41	79
	Autres	Q. M.	0,5	—	—	1	—	—
	Totaux	—	0,5	—	—	1	—	—
22. Huile fixe pure d'olive	France	Q. M.	8	2	4	5	2	3
	Autres pays	—	—	—	1	—	—	1
	Totaux	—	8	2	5	5	2	4

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE PROVENANCE	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS. DE FRANCS)		
			1934	1935	1936	1934	1935	1936
23. Huile fixe pure d'arachide	France	Q. M.	40	11	16	17	4	7
	Allemagne	—	2			1		
	Angleterre	—		2	2		1	1
	Totaux	—	42	13	18	18	5	8
24. Huiles fixes pures et autres	France	Q. M.	12	8	16	4	3	7
	Allemagne	—			1			2
	Angleterre	—	11	22	29	4	8	8
	Belgique	—	1			0,5		
	Gold-Coast	—			1.456			117
	Hollande	—		22	4		7,5	2
	Japon	—		2			1	
	Autres pays	—	3	1		1	0,5	
	Totaux	—	27	55	1.506	9,5	20	136
25. Bois communs	France	Q. M.	80			10		
	Allemagne	—		28	99		14	16
	Angleterre	—		41			7	
	U. S. A.	—		32			2	
	Yougoslavie	—			409			29
	Autres pays	—	108	137		8	12	
	Totaux	—	188	238	508	18	35	45
26. Bois exotiques	France	Q. M.		5			2	
	Cameroun	—			110			4
	Autres pays	—	10			1		
	Totaux	—	10	5	110	1	2	4
27. Légumes frais	France	Q. M.	3	15	12	1	4	4
	Angleterre	—	7	5	1	1	1	0,5
	Hollande	—	6	1	5	1	0,5	1
	Gold-Coast	—			234			23
	Autres pays	—	1			0,5		
	Totaux	—	17	21	252	3,5	5,5	28,5
28. Légumes salés, confits ou conser- vés autres	France	Q. M.	7	4	3	6	2	3
	Angleterre	—	3	2	1	2	0,5	0,5
	Belgique	—	7	2	4	3	1	1
	U. S. A.	—	7	1	5	3	1	2
	Hollande	—	2		1	0,5		0,5
	Autres pays	—	0,5			1		
	Totaux	—	26,5	9	14	15,5	4,5	7
29. Vins ordinaires	France	Hectolitres	203	77	118	71	23	28
	Allemagne	—	2	2	0,5	2	1	0,5
	Maroc	—			31			6,5
	Algérie	—			52			10
	Espagne	—			335			69
	Portugal	—			270			54
	Autres pays	—	200	215	7	50	56	1
	Totaux	—	405	294	813,5	123	80	169
		Q. M.	417	298	812,5			
30. Vins mousseux	France	Hectolitres	11	1	3,5	30	2	8
	Angleterre	—	0,5			1		
	Belgique	—	1			1		
	Totaux	—	12,5	1	3,5	32	2	8
		Q. M.	24	2	3,5			

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE PROVENANCE	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)		
			1934	1935	1936	1934	1935	1936
31. Vins de liqueur	France	Hectolitres	21	11	12	20	11	12
	Allemagne	—	—	3	—	—	2	—
	Angleterre	—	—	0,5	1	—	1	2
	Portugal	—	—	—	2	—	—	2
	Hollande	—	—	1	4	—	1	3
	Espagne	—	—	—	0,5	—	—	1
	Autres pays	—	6	5	—	7	5	—
	Totaux	—	27	20,5	19,5	27	20	20
32. Bières	France	Hectolitres	10	—	—	4	—	—
	Allemagne	—	56	53	112	26	19	36
	Angleterre	—	9	—	3	3	—	1
	Belgique	—	—	6	—	—	2	—
	Hollande	—	85	97	16	29	34	5
	Gold-Coast	—	—	—	58	—	—	19
	Autres pays	—	59	109	—	18	38	—
	Totaux	—	219	265	189	80	93	61
33. Limonades	France	Hectolitres	1	—	—	0,5	—	—
	Allemagne	—	16	44	37	4	11	8
	Angleterre	—	6	2	2	1	0,5	0,5
	Totaux	—	23	46	39	5,5	11,5	8,5
			Q. M. 31	Q. M. 82	Q. M. 39			
	France	Hectolitres d'alcool pur	4	1	1	15	3	6
	Totaux	—	4	1	1	15	3	6
			Q. M. 13	Q. M. 3	Q. M. 3			
34. Boissons distillées	France	Hectolitres d'alcool pur	6	3	2	13	6	4
	Cuba	—	—	—	1	—	—	1
	Autres pays	—	3	—	—	7	—	—
	Totaux	—	9	3	3	20	6	5
			Q. M. 24	Q. M. 14	Q. M. 7			
	Angleterre	Hectolitres d'alcool pur	14	12,5	7	49	44	28
	Hollande	—	6	5	9	11	8	12
	Autres pays	—	0,5	—	—	2	—	—
35. Eaux minérales naturelles et artificielles, vinaigre, cidre et poirée	Totaux	—	20,5	17,5	16	62	52	40
			Q. M. 57	Q. M. 53	Q. M. 36			
	France	Hectolitres de liquide	3	2	5	10	6	5
	Totaux	—	3	2	5	10	6	5
			Q. M. 13	Q. M. 9	Q. M. 5			
	France	Hectolitres de liquide	63	23	38	17	7	10
	Allemagne	—	—	11	6	—	2	1
	Angleterre	—	1	—	—	0,5	—	—
36. Briques et tuiles	Gold-Coast	—	—	—	12	—	—	2
	Autres pays	—	11	16	2	3	3	0,5
	Totaux	—	75	50	58	20,5	12	13,5
			Q. M. 142	Q. M. 67	Q. M. 59			
	Allemagne	Q. M.	—	—	10	—	—	1
	Totaux	—	—	—	10	—	—	1

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE PROVENANCE	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)			
			1934	1935	1936	1934	1935	1936	
37. Ciment	Allemagne	Q. M.		765	1.700		14	32	
	Angleterre	—	3.541	2.983	4.085	77	54	79	
	Belgique	—	680		710	14		14	
	Yougoslavie	—			2.289			44	
	Autres pays	—	3.375	2.026		39	36		
	Totaux	—	7.596	5.774	8.784	130	104	169	
38. Autres maté- riau de construc- tion.	France	Q. M.	171	72	153	12	2	6	
	Angleterre	—	64	70	61	3	3	2	
	Totaux	—	235	142	214	15	5	8	
39. Huiles mi- nérales	Brutes	Angleterre	Q. M.	71	316	126	6	17	6
		Hollande	—		15	6		1	1
		Totaux	—	71	331	132	6	18	7
	Raffinées	U. S. A.	Q. M.	2.006	2.773	1.696	223	207	116
		Autres pays	—	164		18			
		Totaux	—	2.170	2.773	1.696	241	207	116
	Essences	France	Q. M.		35	85		8	7
		U. S. A.	—	624	2.688	1.375	84	217	126
		Autres pays	—	277	111		37	3	
		Totaux	—	901	2.834	1.460	121	228	133
40. Mazout	U. S. A.	Q. M.	178	225	618	16	18	40	
	Antilles hollan.	—			52			3	
	Autres pays	—	484	597		44	45		
	Totaux	—	662	822	670	60	63	43	
41. Huiles de grai- sage et autres hui- les lourdes	France	Q. M.	12			1			
	Allemagne	—		15	14		3	2	
	Belgique	—	61	13		14	2		
	U. S. A.	—	71	287	95	16	27	15	
	Autres pays	—		6			1		
	Totaux	—	144	321	109	31	33	17	
42. Houilles	France	Q. M.		13.625	18.430		145	322	
	Angleterre	—			41			1	
	Totaux	—		13.625	18.471		145	323	
44. Fer, acier en barres, tôles, fils, etc. et autres mé- taux.	France	Q. M.	326	29	11	27	28	1,5	
	Allemagne	—		5			1		
	Angleterre	—	812	931	363	113	118	47	
	Belgique	—	148	572	999	14	50	111,5	
	Hollande	—	74			6			
	Hongrie	—			18				
	Autres pays	—		123			11	1	
	Totaux	—	1.360	1.660	1.391	160	208	161	
	45. Chlorure de so- dium (sel)	Allemagne	Q. M.	4		153	0,5		3
Angleterre		—	4		4	1		1	
Hollande		—		4			0,5		
Espagne		—			4.327			38	
Autres pays		—	10.007	9.705		147	118,5		
	Totaux	—	10.015	9.709	4.484	148,5	119	42	
47. Quinine.	France	Q. M.	74	158	97	7	49	48	
	Angleterre	—		8			1		
	Totaux	—	74	166	97	7	50	48	

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE PROVENANCE	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)		
			1934	1935	1936	1934	1935	1936
48. Carbone de calcium	France	Q. M.	24	2	4	3	0,5	1
	Angleterre	—	10	7	3	2	1	0,5
	Dalmatie	—			12			2
	Suisse	—			3			0,5
	Autres pays	—	3			0,5		
	Totaux	—	37	9	22	5,5	1,5	4
52. Sels de potasse	France	Q. M.		1,5			1,5	
	Nigeria	—			18			3
	Autres pays	—	14			1		
	Totaux	—	14	1,5	18	1	1,5	3
53. Sels de soude et produits chimiques n/d	France	Q. M.	77	47	20,9	50	53,5	11,5
	Allemagne	—		1			0,5	
	Angleterre	—	20	26,5	74	12	11,5	37
	Belgique	—	5	1		2	0,5	
	U. S. A.	—	1			0,5		
	Hollande	—	4	8	12	1	2	4,5
	Dakar	—			1			1
	Autres pays	—	31	10		2	1	
	Totaux	—	138	93,5	107,5	67,5	69	54
54. Teintures préparées	France	Q. M.			0,5			1
	Totaux	—			0,5			1
55. Couleurs	France	Q. M.			5			2
	Angleterre	—	1	1	1	1	1	0,5
	Totaux	—	1	1	6	1	1	2,5
	France	Q. M.	12	31	14,5	6	8	4
	Allemagne	—	57	58	60	53	37	17,5
	Angleterre	—	12	48	20	9	15	8
	Belgique	—	10	36	37	7	27	30
	Hollande	—			12			4,5
	Totaux	—	91	173	143,5	75	87	64
	France	Q. M.	14	6	10	15	8	17
56. Parfumeries de toutes sortes	Allemagne	—	28	30	32	26	25	26
	Angleterre	—	81	125	152	35	64	89
	Belgique	—			1			1
	U. S. A.	—		3	1		4	1
	Hollande	—		1			0,5	
	Japon	—		4,5	28		2	10
	Autres pays	—		4,5			3	
	Gold-Coast	—			4			5
	Totaux	—	123	174	228	76	106,5	149
	France	Q. M.	128	132	149	27	27	33
57. Savons autres que de parfumerie	Angleterre	—	93	116	135	20	25	30
	Totaux	—	221	248	284	47	52	63
	France	Q. M.	2	8	1	5	9	4
58. Médicaments composés	Allemagne	—		0,5			1	
	Angleterre	—	1			1		
	U. S. A.	—		1	0,5		1	1
	Japon	—		0,5			1	
	Autres pays	—		0,5			1	
	Totaux	—	3	10,5	1,5	6	13	5
	France	Q. M.	20	12	5	51	198	59
Autres	Allemagne	—		0,5	1		2	2
	Angleterre	—	19	45	35	11	16	26
	Belgique	—			1			0,5
	Totaux	—	39	57,5	42	62	216	87,5

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE PROVENANCE	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)		
			1934	1935	1936	1934	1935	1936
59. Poteries	France . . .	Q. M.	9			1		
	Allemagne . .	—	2			1		
	Totaux . . .	—	11			2		
60. Faïences de toutes sortes	France . . .	Q. M.	3		3	1		1
	Allemagne . .	—	17	15	33	4	15	8
	Angleterre . .	—	17	6	10	11	4	4
	Belgique . . .	—	1		7	1		2,5
	Tschécoslov. .	—			4			1
	Hollande . . .	—		3			0,5	
	Japon	—	1	3	90	0,5	1	16
	Autres pays . .	—		7			3	
	Totaux . . .	—	39	34	147	17,5	23,5	32,5
61. Porcelaines de toutes sortes	France . . .	Q. M.	82		1	33		2
	Allemagne . .	—	3		1	2		0,5
	Angleterre . .	—	3		6	6		2
	Japon	—	1		7	0,5		1
	Totaux . . .	—	89		15	41,5		5,5
62. Verres et cris- taux	France . . .	Q. M.	1	10	61	7	9	8
	Allemagne . .	—	8	15,5	24,5	4	7,5	9,5
	Angleterre . .	—	24	9	24,5	18	4,5	6,5
	Belgique . . .	—	9	2	16,5	3	1,5	6
	U. S. A. . . .	—	2		1	1		0,5
	Hollande . . .	—	0,5	1	21	1	1	2
	Japon	—	8	3	11	2	1	4
	Autres pays . .	—	2	13,5		4	17,5	
	Tschécoslov. .	—			1			3
	Gold-Coast . .	—			24			16
	Totaux . . .	—	54,5	54	184,5	40	42	55,5
63. Fils polis	France . . .	Q. M.		1			1	
	Allemagne . .	—	1	21	0,5	2	8	1
	Angleterre . .	—	9	1	8	2	1	15
	Belgique . . .	—		4	7		1	10,5
	Hollande . . .	—			2			1
	Totaux . . .	—	10	27	17,5	4	11	27,5
64. Fils de coton et autres fils	France . . .	Q. M.	3			3		
	Allemagne . .	—		0,5			1	
	Angleterre . .	—	44	88	154,5	72	125	194
	Belgique . . .	—	3	3		8	6	
	Japon	—			2			2
	Totaux . . .	—	50	91,5	156,5	83	132	196
65. Ficelles et cor- dages	France . . .	Q. M.	4		1	1		1
	Allemagne . .	—	1			1		
	Angleterre . .	—	5		19	3		6
	Belgique . . .	—		84	6		21	2
	Indes angl. . .	—			3			1
	Totaux . . .	—	10	84	29	5	21	10
66. Tissus de jute, y compris les sacs	France . . .	Q. M.	6	18	10	6	24	14
	Allemagne . .	—			1			1
	Angleterre . .	—	207	153	130	68	67	66
	Belgique . . .	—	77	102	120	29	36	61
	Espagne . . .	—			42			23
	Indes angl. . .	—			1.628			350
	Gold-Coast . .	—			19			5
	Autres pays . .	—	1.220	1.157		281	266	
	Totaux . . .	—	1.510	1.430	1.950	384	393	520

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE PROVENANCE	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)		
			1934	1935	1936	1934	1935	1936
67. Tissus de coton	France . . .	Q. M.	3	3,5	12	7	9	14
	Allemagne . .	—	1	6	21	6	11	38
	Angleterre . .	—	382	652,5	792	875	1.360	2.142
	Belgique . . .	—	0,5	1	2,5	1	1	3
	U. S. A. . . .	—	—	2	—	—	4	—
	Hollande . . .	—	30	43	117	111	145	424
	Japon	—	106	136	726	109	114	599
	Autres pays . .	—	97	189	2	145	215	9
	Gold-Coast . .	—	—	—	12	—	—	43
	Nigéria	—	—	—	3	—	—	6
	Totaux	—	619,5	1.033	1.687,5	1.254	1.859	3.278
	Allemagne . .	Q. M.	1	7	12	1	5	10
	Angleterre . .	—	2	4	—	2	5	—
	Belgique . . .	—	1	1	1	1	1	1
	Hollande . . .	—	5	1	1	2	0,5	1
	Japon	—	1	—	—	1	—	—
	Totaux	—	10	13	14	7	11,5	12
	France	Q. M.	0,5	—	—	1	—	—
	Allemagne . .	—	0,5	0,5	0,5	2	2	1
	Angleterre . .	—	4	4	0,5	8	16	2
	Tschécoslov. .	—	—	—	1	—	—	4
	Gold-Coast . .	—	—	—	1	—	—	16
	Japon	—	18	31	90	28	50	136
	Autres pays . .	—	1	2,5	—	7	6	—
	Totaux	—	24	38	93	46	74	159
68. Tissus de laine	France	Q. M.	—	0,5	0,5	—	2	1
	Totaux	—	—	0,5	0,5	—	2	1
	France	Q. M.	0,5	0,5	—	1	1	—
	Allemagne . .	—	0,5	—	—	1	—	—
	Angleterre . .	—	3	2	1,5	17	6	7
	Gold-Coast . .	—	—	—	0,5	—	—	5
	Totaux	—	4	2,5	2	19	7	12
	France	Q. M.	1	0,5	—	7	1	—
	Allemagne . .	—	—	1	5	—	5	30
	Angleterre . .	—	3	1	4	19	4	20
70. Tissus de soie, de rayonne	Gold-Coast . .	—	—	—	0,5	—	—	6
	Italie	—	—	—	2	—	—	4
	Tschécoslov. .	—	—	—	3	—	—	28
	Japon	—	4	9	29	9	23	91
	Autres pays . .	—	1	2	—	21	17	—
	Totaux	—	9	13,5	43,5	56	50	179
	France	Q. M.	3	0,5	2,5	11	3	6
	Allemagne . .	—	0,5	1	—	1	4	—
	Angleterre . .	—	6	9	7	34	38	27
	Gold-Coast . .	—	—	—	40	—	—	181
71. Vêtements et lingerie	Nigéria	—	—	—	1	—	—	3
	Japon	—	25	22	107,5	45	23	156
	Autres pays . .	—	40	29	—	99	155	—
	Totaux	—	74,5	61,5	158	190	223	373
	France	Q. M.	29	23	94,5	31	32,5	43,5
	Allemagne . .	—	1	9	2	1	3	1
	Angleterre . .	—	54	17,5	74,5	24	15	21
72. Papier et ses applications	Belgique	—	18	18	19,5	5	3,5	7
	Suède	—	—	—	24	—	—	2
	Hollande	—	29	5	29	7	2	9
	Nigéria	—	—	—	7	—	—	2
	Autres pays . .	—	—	46	—	—	7,5	—
	Totaux	—	131	118,5	250,5	68	63,5	85,5

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE PROVENANCE	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)		
			1934	1935	1936	1934	1935	1936
73. Peaux et pelle- teries préparées	Angleterre . . .	Q. M.	1			2		
	Totaux . . .	—	1			2		
74. Chaussures	France . . .	Q. M.			0,5			2
	Angleterre . . .	—	4	3	1	12	11	6
	Japon . . .	—	2	6	7	2	7	10
	Totaux . . .	—	6	9	8,5	14	18	18
75. Autres ouvra- ges en peau	France . . .	Q. M.	1	1	1	2	2	2
	Allemagne . . .	—	0,5	4	0,5	1	10	1
	Angleterre . . .	—	3	2	0,5	3	5	1
	Japon . . .	—			5			5
	Totaux . . .	—	4,5	7	7	6	17	9
76. Orfèvrerie et bijouterie	France . . .	Q. M.		0,5			1	
	Tschécoslov. . .	—	1	0,5	0,5	3	2	3
	Totaux . . .	—	1	1	0,5	3	3	3
77. Horlogerie	France . . .	Q. M.	0,5		0,5	2		1
	Allemagne . . .	—	0,5		3,5	1		6
	Angleterre . . .	—		0,5			1	
	Belgique . . .	—	0,5			1		
	Japon . . .	—		1			1	
	Autres pays . . .	—	0,5			1		
78. Machines à va- peur et machines motrices	Totaux . . .	—	2	1,5	4	5	2	7
79. Machines agri- coles, y compris les tracteurs	France . . .	Q. M.	475			465		
	Allemagne . . .	—						
	Totaux . . .	—	475			465		
80. Machines et appareils électri- ques	France . . .	Q. M.	9	8		9	9	
	Allemagne . . .	—		1			2	
	Angleterre . . .	—		4			3	
	Totaux . . .	—	9	13		9	14	
81. Autres machi- nes et mécaniques	France . . .	Q. M.	2	5		6	11	
	Allemagne . . .	—			13			16
	U. S. A. . . .	—			1			4
	Totaux . . .	—	2	5	14	6	11	20
82. Outils emman- chés ou non	France . . .	Q. M.	108	17	33	246	31	35
	Allemagne . . .	—	5	1	7,5	14	5	21
	Angleterre . . .	—	24	17,5	64	23	33	83
	Belgique . . .	—	1	136	1,5	3	23	3
	U. S. A. . . .	—	2	3,5	7	9	8	17
	Hollande . . .	—	1			2		
	Japon . . .	—		0,5	1		1	0,5
	Autres pays . . .	—	2			3		
	Gold-Coast . . .	—			13,5			18
	Totaux . . .	—	143	175,5	127,5	300	101	177,5
83. Coutellerie	France . . .	Q. M.	4	2		5	4	
	Allemagne . . .	—	35	152	165	8	32	41
	Angleterre . . .	—		13	25		3	5
	Belgique . . .	—		1	1		2	0,5
	Autres pays . . .	—		1			0,5	
83. Coutellerie	Totaux . . .	—	39	169	191	13	41,5	46,5
	France . . .	Q. M.	0,5			1		
	Allemagne . . .	—	20	69	56	16	29	30
	Angleterre . . .	—	14	51,5	17,5	4	12	10
	Belgique . . .	—	0,5	7	15	1	1	3
83. Coutellerie	Japon . . .	—			3			2
	Tschécoslov. . .	—			1			1
	Totaux . . .	—	35	127,5	92,5	22	42	46

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE PROVENANCE	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)		
			1934	1935	1936	1934	1935	1936
84. Articles de ménage	France . . .	Q. M.	10	1	8	7	1	4
	Allemagne . . .	—	24	24,5	93	17	12	36
	Angleterre . . .	—	67	208	199,5	31	79	83
	Belgique . . .	—	9	11	118	3	3	23,5
	Tschécoslov. . .	—			84			60
	Hollande . . .	—	1		12	1		4
	Japon . . .	—	11	32	595,5	4	18	129
	Autres pays . . .	—	24	66	12	19	44	7
	Totaux . . .	—	146	342,5	1.122	82	157	346,5
85. Autres ouvrages en métaux	France . . .	Q. M.	173	194,5	120,5	58	69	30
	Allemagne . . .	—	39	40	115	28	45,5	63,5
	Angleterre . . .	—	160	49,5	2.307,5	45	20,5	213
	Belgique . . .	—	22	68	44	7	8	11
	U. S. A. . .	—	200	503,5	611	59	135	101
	Hollande . . .	—		3	103		1	7
	Japon . . .	—			8			3
	Autres pays . . .	—	72	161	145,5	18	33	28
	Totaux . . .	—	666	1.019,5	3.454,5	215	312	456,5
86. Armes, poudres et munitions	France . . .	Q. M.	8	8,5	2,5	100	24,5	4
	Angleterre . . .	—	2	2	6	1	0,5	4
	Totaux . . .	—	10	10,5	8,5	101	2,5	8
87. Meubles.	France . . .	Q. M.			2			8
	Angleterre . . .	—	28	13	16	7	4	5
	Totaux . . .	—	28	13	18	7	4	13
88. Futailles vides en bois, montées ou non montées, cerclées	Angleterre . . .	Q. M.	277			35		
	Totaux . . .	—	277			35		
89. Autres ouvrages en bois	France . . .	Q. M.	2	1	0,5	2	1	1
	Allemagne . . .	—	10	1	9	1	1	5
	Hollande . . .	—		11			4	
	Totaux . . .	—	12	13	9,5	3	6	6
90. Instruments de musique	France . . .	Q. M.		1	1,5		2	8
	Allemagne . . .	—		1	1,5		3	3
	Angleterre . . .	—	2	3,5	2	8	10	8
	U. S. A. . .	—		0,5	0,5		3	1
	Totaux . . .	—	2	6	5,5	8	18	20
91. Ouvrages de sparterie et de vannerie	Angleterre . . .	Q. M.		0,5			4	
	Japon . . .	—	10	24	136	3	10	37
	Autres pays . . .	—	4			2		
	Totaux . . .	—	14	24,5	136	5	14	37
92. Voitures pour voies ferrées	France . . .	Nombre	9					
		Q. M.	21			80		
	Totaux . . .	Nombre	9					
		Q. M.	21			80		
94. Vélocipèdes et pièces détachées.	France . . .	Nombre						
		Q. M.	0,5			1		
	Allemagne . . .	Nombre	6	6	54			
		Q. M.	6	8	43	7	8	29
	Angleterre . . .	Nombre	79	111	121			
		Q. M.	18	20	34	26	31	48
	Belgique . . .	Nombre						
		Q. M.	2			2		
	Japon . . .	Nombre		36	42			
		Q. M.		10	19		8	7
	Totaux . . .	Nombre	85	153	217			
		Q. M.	26,5	38	96	36	47	84

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE PROVENANCE	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)			
			1934	1935	1936	1934	1935	1936	
95. Voitures au- tomobiles	Voitures de tourisme	France	Nombre 6	2	2				
		Q. M.	89	30	25	78	11	19	
		Angleterre	Nombre 1						
		Q. M.	21			18			
		U. S. A.	Nombre 2	2	5				
		Q. M.		97	68		23	4	
	Autres pays	Nombre 1	1						
		Q. M.	15				3		
		Totaux	Nombre 7	5	7				
		Q. M.	110	142	93	96	37	60	
		Camions	France	Nombre		3			
			Q. M.			30			7
	Angleterre		Nombre	2	2				
	Q. M.			58	26		53	24	
	U. S. A.		Nombre 4	4	4				
	Q. M.			53	37		22	15	
	Autres pays	Nombre 9	8						
		Q. M.	111	90		33	36		
Totaux		Nombre 9	14	9					
Q. M.		111	201	93	33	111	46		
96. Accessoires et pièces détachées d'automobiles		France	Q. M.	3	11	2	8	13	6
		Allemagne	—	—	2	—	2	—	—
	Angleterre	—	2	10	4	2	7	1	
	U. S. A.	—	0,5	2	4	1	3	1	
	Gold-Coast	—	—	—	4	—	—	13	
	Totaux	—	5,5	25	14	11	25	21	
98. Ou- vrages en caout- chouc	Pneus	France	Q. M.	19			32		
		Allemagne	—	2			3		
		Angleterre	—	7			9		
		Hollande	—	2			2		
		Totaux	—	30			46		
	Autos	France	Q. M.		12	14		19	26
		Angleterre	—		2	0,5		2	1
		U. S. A.	—		4			5	
		Autres pays	—		1			1	
		Totaux	—		19	14,5		27	27
	Vélos	France	Q. M.		2	2		3	2
		Allemagne	—		2	8		2	7
		Angleterre	—		3	5		2	6
		Hollande	—		3	1		2	1
		Japon	—		2	2		1	1
		Autres pays	—		3			1	
		Totaux	—		15	18		11	17
	Chambres à air Autos	France	Q. M.	4	2	3	6	3	5
Allemagne		—	1			1			
Angleterre		—	3	1	1	5	1	1	
U. S. A.		—		2			2		
Hollande		—	1			1			
Totaux		—	9	5	4	13	6	6	
Chambres à air Vélos	France	Q. M.		1	1		2	1	
	Allemagne	—		1	3		1	3	
	Angleterre	—		5	1		5	1	
	Hollande	—		0,5	0,5		1	1	
	Japon	—			1			1	
	Totaux	—		7,5	6,5		9	7	

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE PROVENANCE	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)		
			1934	1935	1936	1934	1935	1936
98. Ouvrages en caoutchouc. Autres ouvrages en caoutchouc	France	Q. M.	2	2	1,5	9	4	2
	Allemagne	—	1	—	—	0,5	—	—
	Angleterre	—	3	1	2	5	1	4
	Tschécoslov.	—	—	—	2	—	—	2
	Japon	—	25	20	106	13	11	55
	Autres pays	—	0,5	4	—	2	5	—
	Totaux	—	31,5	27	111,5	29,5	21	63
99. Feutres pour doublages et autres.	France	Q. M.	1	1	1,5	7	8	6
	Allemagne	—	4	14	8	12	9	13
	Angleterre	—	15	76	12	8	17	33
	Indes angl.	—	—	—	6	—	—	10
	Japon	—	1	0,5	3	1	2	5
	Autres pays	—	0,5	2	—	1	4	—
	Totaux	—	21,5	93,5	30,5	29	40	67
100. Brosserie.	France	Q. M.	1	1	1	4	2	1
	Allemagne	—	0,5	—	—	1	—	—
	Angleterre	—	0,5	0,5	0,5	1	1	1
	Belgique	—	1	—	2	1	—	1
	Totaux	—	3	1,5	3,5	7	3	3
101. Allumettes	Belgique	1.000 boîtes	144	—	—	—	—	—
		Q. M.	2	—	—	1	—	—
	Suède	1.000 boîtes	—	—	560	—	—	—
		Q. M.	—	—	137	—	—	71
	Suisse	1.000 boîtes	—	—	216	—	—	—
		Q. M.	—	—	36	—	—	17
	Japon	1.000 boîtes	—	7	—	—	—	—
		Q. M.	—	1	—	—	—	—
	Autres pays	1.000 boîtes	3.096	497	—	—	—	—
		Q. M.	53	83	—	28	41,5	—
102. Bimbeloterie.	Totaux	1.000 boîtes	3.240	504	776	—	—	—
		Q. M.	55	84	173	29	42	88
	France	Q. M.	36	11	41	82	28	17
	Allemagne	—	10	20	1	12	11	1
	Angleterre	—	13	7	3	19	18	5
	Belgique	—	1	—	—	1	—	—
	Gold-Coast	—	—	—	840	—	—	320
	Japon	—	0,5	8	—	1	7	—
	Autres pays	—	60	93	—	233	369	—
	Totaux	—	120,5	139	885	348	433	343
103. Colis postaux.	France	Nombre	242	5	229	—	—	—
		Q. M.	18	12	16	68	45	108
	Allemagne	Nombre	6	13	—	—	—	—
		Q. M.	1	1	0,5	6	5	4
	Angleterre	Nombre	174	30	4.154	—	—	—
		Q. M.	3	3	4	27	22	22
	Dakar	Long.	—	—	23.400 ^m	—	—	—
		Q. M.	—	—	2	—	—	1
	U. S. A.	—	0,5	0,5	0,5	2	1	1
	Japon	Nombre	74	—	—	—	—	—
		Q. M.	0,5	—	0,5	2	—	1
	Autres pays	Nombre	—	23	40	—	—	—
		Q. M.	1	2	0,5	7	4	1
		Long.	4.040 ^m	16.200 ^m	—	—	—	—
	Totaux	Nombre	496	71	4.423	—	—	—
		Q. M.	24	18,5	24	112	77	138
		Long.	4.040 ^m	16.200 ^m	23.400 ^m	—	—	—

CHAPITRE ou ARTICLE	PAYS DE PROVENANCE	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)		
			1934	1935	1936	1934	1935	1936
104. Autres arti- cles.	Col. franç.	Q. M.			305			18,5
	France	—	55	73	61	43	46,5	34,5
	Allemagne	—	13	6	83,5	6	4	45
	Angleterre	—	51	62	45	42	31,5	31,5
	Belgique	—	10	2	24	4	1	7,5
	U. S. A.	—	27	41	25	10	22,5	7
	Hollande	—	4	5	20	5	4	10
	Japon	—		3	12,5		1	14,5
	Autres pays	—	55	229,5	60,5	33	85,5	52,5
	Gold-Coast	—			4.334			351,5
	Totaux	—	215	421,5	4.970,5	143	196	572,5
Total général des importations.			33.877	49.282	61.650	6.885	7.375,5	10.372,5

ÉTAT DES EXPORTATIONS

pendant le premier trimestre 1936

COMMERCE SPÉCIAL

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE DESTINATION	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)		
			1934	1935	1936	1934	1935	1936
2. Porcs	Côte de l'Or	Têtes	9	175	6	0,5	4	0,5
		Q. M.	5	88	3			
	Totaux	Têtes	9	175	6	0,5	4	0,5
		Q. M.	5	88	3			
3. Bœufs	Autres pays	Têtes		1			0,5	
		Q. M.		2				
	Totaux	Têtes		1			0,5	
		Q. M.		2				
4. Moutons	Côte de l'Or	Têtes	125	76	48	4	2	1
		Q. M.	25	15	10			
	Totaux	Têtes	125	76	48	4	2	1
		Q. M.	25	15	10			
5. Chèvres	Côte de l'Or	Têtes	2	6	2	0,5	0,5	0,5
		Q. M.	0,5	1	0,5			
	Totaux	Têtes	2	6	2	0,5	0,5	0,5
		Q. M.	0,5	1	0,5			
6. Peaux de bœufs	France	Q. M.	3			1		
	Angleterre	—	60			11		
	Côte de l'Or	—	5	11	5	1	2	1
	Totaux	—	68	11	5	13	2	1
7. Peaux de moutons et de chèvres	France	Q. M.	2			1		
	Côte de l'Or	—	5	1	1	1	0,5	0,5
	Totaux	—	7	1	1	2	0,5	0,5
9. Volailles	Côte de l'Or	Q. M.	3	3	2	1	1	1
	Totaux	—	3	3	2	1	1	1
10. Poissons secs et crevettes	Côte de l'Or	Q. M.	2.005	1.946	989	501	389	297
	Totaux	—	2.005	1.946	989	501	389	297
11. Dents et défenses d'éléphants	France	Q. M.	1			3		
	Totaux	—	1			3		
12. Arachides en coques	Côte de l'Or	Q. M.	242	294	11	7	9	1
	Totaux	—	242	294	11	7	9	1
13. Arachides décortiquées	France	Q. M.			8.295			788
	Côte de l'Or	—			60			6
	Totaux	—			8.355			794
16. Amandes de palme	France	Q. M.	2.797	18.949	38.222	154	853	1.911
	Allemagne	—	8.312	4.237	10.916	457	191	546
	Espagne	—		1.361			61	
	Hollande	—	9.632	6.278	8.019	530	283	401
	Autres pays	—	7			0,5		
	Totaux	—	20.748	30.825	57.157	1.141,5	1.388	2.858
17. Coprah	France	Q. M.	10.903	19.222	22.078	872	1.346	1.877
	Totaux	—	10.903	19.222	22.078	872	1.346	1.877
18. Graines de coton	Angleterre	Q. M.	1.030			26		
	Totaux	—	1.030			26		

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE DESTINATION	UNITÉS	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)		
			1934	1935	1936	1934	1935	1936
19. Graines de ri- cin	France	Q. M.	320	204		24	12	
	Totaux	—	320	204		24	12	
20. Cacao	Pologne	Q. M.		513			67	
	France	—	16.594	18.750	14.643	2.489	2.437	1.904
	Allemagne	—	7.890	22.331	5.000	1.184	2.903	650
	Col. françaises	—	518			78		
	Belgique	—	250	384		37	50	
	U. S. A.	—	7.936	6.174	17.467	1.190	803	2.270
	Hollande	—	1.667	2.109	2.300	250	274	299
	Totaux	—	34.855	50.261	39.410	5.228	6.534	5.123
21. Maïs en grains	France	Q. M.	20.672	513	22.942	724	10	390
	Belgique	—			2.657			45
	Col. françaises	—	22	5		1	0,5	
	Côte de l'Or	—	90	4.431	91	3	89	2
	Totaux	—	20.784	4.949	25.690	728	99,5	437
22. Piments	Côte de l'Or	Q. M.	48	80	42	14	20	8
	Totaux	—	48	80	42	14	20	8
23. Farine de maïs	Côte de l'Or	Q. M.	16	12	24	2	2	4
	Totaux	—	16	12	24	2	2	4
24. Farine de ma- nioc.	Col. françaises	Q. M.	36	59	110	1	2	6
	Côte de l'Or	—	515	442	91	15	13	4
	Totaux	—	551	501	201	16	15	10
25. Huile de palme	France	Q. M.			4.619			369
	Côte de l'Or	—	1.887	1.020	239	113	61	19
	Totaux	—	1.887	1.020	4.858	113	61	388
29. Haricots	Col. françaises	Q. M.	3			0,5		
	Côte de l'Or	—	106	94	142	13	3	5
	Totaux	—	109	94	142	13,5	3	5
30. Igname	Col. françaises	Q. M.	2		8	0,5		0,5
	Côte de l'Or	—	529	271	411	11	5	8
	Totaux	—	531	271	419	11,5	5	8,5
31. Caoutchouc	France	Q. M.	99	10	14	15	2	3
	Totaux	—	99	10	14	15	2	3
33. Bois	Autres pays	Q. M.	1			0,5		
	Totaux	—	1			0,5		
34. Coton égrené	France	Q. M.	217	217		76	76	
	Angleterre	—			219			77
	Totaux	—	217	217	219	76	76	77
39. Noix de colas	Col. françaises	Q. M.	2			1		
	Totaux	—	2			1		
40. Graines et fruits oléagineux autres	France	Q. M.	53			3		
	Totaux	—	53			3		
42. Huiles de karité	France	Q. M.			86			13
	Totaux	—			86			13
43. Fruits secs de table ou tapés autres	Nigéria	Q. M.			1			0,5
	Totaux	—			1			0,5
44. Meubles en bois autres	France	Q. M.	14		2	1		1
	Angleterre	—	0,5			1		
	Col. françaises	—	1			0,5		
	Totaux	—	15,5		2	2,5		1

CHAPITRE OU ARTICLE	PAYS DE DÉSTINATION	UNITES	QUANTITÉS			VALEURS (EN MILLIERS DE FRANCS)		
			1934	1935	1936	1934	1935	1936
45. Café.	France	Q. M.	185	665	804	93	66	402
	Col. françaises	—	1		1	0,5		0,5
	Totaux	—	186	665	805	93,5	66	402,5
46. Graines de teck	Col. françaises	—			18			0,5
	Totaux	—			18			0,5
47. Tapioca . . .	France	Q. M.	15	1.916	2.908	1	150	148
	Col. françaises	—	1			0,5		
	Totaux	—	16	1.916	2.908	1,5	150	148
48. Nattes indi- gènes	Côte de l'Or . .	Q. M.			4			0,5
	Totaux	—			4			0,5
49. Autres produits	France	Q. M.			15			3
	Col. françaises	—		5			1	
	Côte de l'Or . .	—	34	1	79	7	1	3
	Totaux	—	34	6	94	7	2	6
Totaux des exportations			94.762	112.614	163.548,5	8.917	10.456	12.467

PARTIE NON OFFICIELLE

« L'Administration du Territoire déclare décliner toutes responsabilités à quelque titre que ce soit, à raison des textes insérés dans la partie non officielle. »

COMPAGNIE GENERALE DU TOGO

Société anonyme au capital de trois millions de francs divisé en six mille actions et dont le siège est à Agou (Togo).

Les Actionnaires de la Compagnie Générale du Togo sont convoqués à nos Assemblées Générales ordinaires, au Siège Administratif, à Paris, rue de Constantinople 17, pour le vingt-sept Juillet 1936, à quinze heures.

L'ordre du jour est le suivant :

1° — Présentation des comptes des trois exercices écoulés;

2° — Présentation des rapports dressés par le Commissaire aux Comptes après les examens des bilans, des inventaires et des comptes, des Profits et des Pertes, établis par le conseil d'Administration, pour chacun des trois exercices écoulés.

3° — Etablissement, présentation, examen et approbation de ces comptes.

4° — Autorisations à divers en vertu de l'article 40 de la loi de 1867.

5° — Questions diverses.

Pour l'Administrateur-secrétaire :

Le Secrétaire-Adjoint

C. GONTIER.

Société Coloniale, Industrielle et Agricole (S. C. I. A.)

Suivant actes sous seings privés, en date à Paris du trente novembre 1934, enregistré à Paris, premier bureau A. S. S. P., sous le N° 500, le dix-sept décembre mil neuf cent trente quatre, aux droits de sept cent soixante-douze francs 50 centimes,

1° — M. PELISSIER Frédéric, gérant de société, demeurant à Paris, 12, rue de Bucarest,

Agissant au nom et comme gérant de la Société à responsabilité limitée PELISSIER ET FREY, au capital de 300.000 francs, domicilié à Paris, 6, rue Saulnier et ce, en vertu des pouvoirs spéciaux qui lui ont été donnés par l'Assemblée des sociétaires en date du trente Avril mil neuf cent trente quatre,

D'une part;

2° — M. Just RAMEAU, gérant de société, demeurant à Paris, 87, avenue de Villiers,

Agissant au nom et comme seul gérant de la Société à responsabilité limitée des Comptoirs des Producteurs Coloniaux, au capital de 25.000 francs, domiciliée à Paris, 18, rue de la Chaussée-d'Antin, et ce en vertu des pouvoirs spéciaux qui lui ont été délégués par l'Assemblée des sociétaires en date du dix-sept Mai mil neuf cent trente quatre.

D'autre part;

Ont établi ainsi qu'il suit les Statuts d'une Société à responsabilité limitée, qui sera régie par la loi du 7 Mars 1925 et toutes lois en vigueur, et par les présents Statuts.

ARTICLE PREMIER

Formation

Il est formé par les présentes, entre les soussignés, une Société à responsabilité limitée, qui sera régie par la loi du 7 Mars 1925 et toutes les lois en vigueur et par les présents Statuts.

ARTICLE 2

Objet

Cette Société a pour objet toutes opérations agricoles, industrielles, commerciales, mobilières et immobilières, tant en France qu'aux Colonies, et plus particulièrement l'importation en France de tous produits coloniaux, de quelque nature qu'ils soient, de provenance de l'Afrique Occidentale.

ARTICLE 3

Dénomination

La Société prend la dénomination de :
Société Coloniale Industrielle et Agricole (S.C.I.A.).

ARTICLE 4

Siège Social

Le siège social est fixé à Paris, 6, rue Saulnier.
Il pourra être transporté dans tout autre lieu du département de la Seine, par simple décision des gérants et partout ailleurs par décision prise conformément à l'article 16 ci-après.

ARTICLE 5

Durée

La durée de la Société est fixée à quatre vingt dix neuf années, à compter rétroactivement du premier juin mil neuf cent trente quatre.

ARTICLE 6

Apports des Associés

La Société PÉLISSIER ET FREY.
La Société PÉLISSIER ET FREY apporte à la Société la somme de quinze mille francs, ci 15.000
La Société des Comptoirs des Producteurs Coloniaux.
La Société des Comptoirs des Producteurs Coloniaux apporte à la Société la somme de dix mille francs, ci 10.000
Total des apports : Vingt cinq mille frs. ci 25.000

ARTICLE 7

Répartition des Parts Sociales

Le capital social est fixé à la somme de vingt cinq mille francs et divisé en cinquante parts sociales de cinq cents francs chacune, réparties entre les associés en rémunération de leurs apports, à concurrence de :

Trente parts à la Société PÉLISSIER ET FREY ;
Vingt parts à la Société des Comptoirs des Producteurs Coloniaux.

Les soussignés déclarent expressément, conformément à l'article 7 de la loi du 7 Mars 1925, que les parts sociales ont été réparties entre eux dans les proportions ci-dessus indiquées, qu'elles sont libérées intégralement et qu'en conséquence la Société dont il s'agit se trouve définitivement constituée.

Le capital social peut être augmenté en une ou plusieurs fois par la création de nouvelles parts sociales, de cinq cents francs chacune, attribuées en rémunération soit d'apports en numéraire, soit d'apports en nature.

Ces augmentations de capital sont décidées sur la proposition des gérants, par une décision extraordinaire des associés, prise conformément à l'article 16 ci-après.

ARTICLE 10

Gérance

La Société est gérée et administrée par :

M.M. PÉLISSIER Frédéric,
FREY Lucien,
RAMEAU Just,

non associés, présents et acceptants, nommés gérants par les présents Statuts.

La durée des fonctions des gérants n'est pas limitée. Ils ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société dans toutes les circonstances et pour faire et autoriser tous actes et opérations relatifs à son objet.

Ils ont notamment le pouvoir de donner tous désistements et mainlevées et consentir à la radiation de toutes inscriptions de privilège, hypothèque, nantissement, action résolutoire et autres et de toutes saisies, oppositions et autres empêchements quelconques, le tout, avec ou sans constatation de paiement.

Ils ont tous trois la signature sociale et ne peuvent en faire usage que pour les besoins et affaires de la Société.

Ils peuvent agir ensemble ou séparément.

Toutefois, il est expressément stipulé que tous emprunts autres que les crédits en banque, toutes ventes et tous échanges d'immeubles ou de fonds de commerce, toutes constitutions de droits réels, la fondation de toutes sociétés et tous apports à des sociétés constituées ou à constituer, ne pourront être réalisés que par décision ordinaire des associés, prise sans les termes de l'article 16 ci-après, à peine de nullité des engagements pris au mépris de la présente clause, même à l'égard des tiers.

La signature sociale est formée de la signature personnelle du gérant signataire, précédée de la mention :

Société Coloniale Industrielle et Agricole
« L'un des gérants ».

Il est interdit aux gérants de tenir, créer, gérer ou exploiter, à quelque titre que ce soit, aucun fonds de commerce de la nature de celui ou ceux exploités par la Société, ou de s'y intéresser directement ou indirectement, et ce, sur tout le territoire de la France métropolitaine. Cette interdiction a lieu pour toute la durée de leurs fonctions et, en outre, pendant un délai de cinq années à compter de la cessation des dites fonctions. Toutefois, cette interdiction ne s'appliquera pas aux fonctions actuelles exercées par les gérants dans les sociétés où ils sont intéressés.

Il peut être nommé de nouveaux gérants, associés ou non, par décisions extraordinaires des associés, prises dans les termes de l'article 16 ci-après.

A titre de mesure d'ordre intérieur n'intéressant pas les tiers, il est expressément convenu qu'en dehors des attributions générales de la gérance :

M. PÉLISSIER sera gérant principal de la Société et à ce titre chargé de la direction générale administrative, agricole, industrielle et commerciale.

M.M. FREY et RAMEAU le seconderont dans ses fonctions, suivant ses directives. M. RAMEAU aura dans ses attributions spéciales les relations commerciales avec les colonies. M. FREY remplacera M. PÉLISSIER en cas d'empêchement ou d'absence, et sera plus spécialement chargé de la partie commerciale (relations avec les clients).

Dans le cas où l'un des gérants excéderait la limite de ses attributions particulières ainsi déterminées, les autres gérants auraient le droit de demander sa révocation, d'accord entre eux.

ARTICLE 16

Décisions Collectives

Pour toutes décisions à prendre par la collectivité des associés, ceux-ci sont convoqués en Assemblée par les gérants ou l'un d'eux, au moins huit jours à l'avance et par lettre recommandée.

Les décisions ordinaires, c'est-à-dire celles qui auront pour objet l'examen des comptes de l'exercice, la fixation des dividendes à répartir, la nomination des gérants et en général l'accomplissement des actes excédant les pouvoirs des gérants, tels qu'ils sont définis sous l'article 10 ci-dessus, mais n'entraînant pas de modifications statutaires, ne sont valablement prises qu'autant qu'elles ont été adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social, conformément à l'article 27 de la loi du 7 Mars 1925. Si ce chiffre n'est pas atteint à la première consultation, les associés sont convoqués une seconde fois, par lettre recommandée, dans le même délai, et les décisions sont alors valablement prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la proportion du capital représenté.

Les décisions extraordinaires sont celles qui ont pour objet de modifier les Statuts de la Société. Elles doivent être prises, conformément à l'article 31 de la loi du 7 Mars 1925, à la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Il peut être décidé et autorisé à cette majorité, notamment :

L'augmentation ou la réduction du capital social. La cession de parts sociales à des personnes étrangères à la Société.

La fusion ou l'alliance avec d'autres sociétés, constituées ou à constituer.

La prorogation ou la dissolution anticipée de la Société. La transformation de la Société en une société d'une autre forme.

Toutefois, il ne peut être apporté aucun changement à l'objet social ou à la nationalité de la Société qu'à l'unanimité des voix de tous les associés, sans exception. Il en est de même pour tous les actes prévus comme devant être décidés à l'unanimité sous l'article 10 ci-dessus, ainsi que toutes modifications statutaires qui auraient pour résultat de modifier les stipulations de ce même article.

Pour toutes les décisions collectives, quelles qu'elles soient tout associé a le droit de prendre part aux délibérations, avec un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède, sans limitation. Il peut se faire représenter par un autre associé, qui disposera du nombre de voix de son mandant.

Il sera tenu, au siège social, un registre sur lequel seront transcrites les décisions et résolutions prises par la collectivité des associés. Les procès-verbaux des délibérations seront signés par les associés présents aux réunions. Des extraits de ce registre, certifiés par l'un des gérants, pourront être délivrés aux associés et aux tiers. Ils feront foi à l'égard de tous, en toute circonstance.

ARTICLE 17

Année Sociale

L'année sociale commence le premier Janvier et finit le trente et un Décembre.

Toutefois, à titre exceptionnel, le premier exercice comprendra la période du premier Juin au 31 Décembre 1934.

ARTICLE 18

Inventaire Annuel

Il doit être tenu des écritures des affaires sociales suivant les lois et usages du commerce.

Il est établi à la fin de chaque exercice, par les soins des gérants, un inventaire général de l'actif et du passif de la Société et un bilan résumant cet inventaire.

L'inventaire doit être terminé au plus tard dans les trois mois de la clôture de chaque exercice. Il est transcrit avec le bilan sur un registre spécial et signé par les gérants.

L'inventaire, le bilan et les comptes de l'exercice sont soumis à l'approbation de la collectivité des associés qui statueront par décision ordinaire, suivant les formes prescrites par l'article 16 ci-dessus.

ARTICLE 19

Répartition des Bénéfices

Les produits de la Société, constatés par l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux et des charges sociales, de tous amortissements de l'actif et de toutes provisions pour risques commerciaux ou industriels, constituent les bénéfices nets.

Sur ce bénéfice net, il est prélevé :

Cinq pour cent pour la constitution du fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire dès que le fonds de réserve a atteint le dixième du capital social. Il reprend son cours quand le dit fonds de réserve est réduit à moins du dixième du capital social.

Le solde du bénéfice est réparti comme suit :

1° — Dix pour cent (10%) mis à la disposition des gérants, pour être répartis entre eux, suivant accord à intervenir. En cas de désaccord, cette répartition serait effectuée par l'Assemblée des actionnaires, à la demande de l'un des gérants.

2° — Le surplus du bénéfice net (90%) est réparti aux associés proportionnellement au nombre de parts qu'ils possèdent.

Toutefois sur ce surplus, les associés pourront décider à la majorité fixée par l'article 27 de la loi du 7 Mars 1925, qu'il sera prélevé certaines sommes, soit pour être reportées à nouveau à l'exercice suivant, soit pour être portées à un fonds de réserve extraordinaire ou à un fonds d'amortissement des parts sociales.

Les sommes attribuées aux gérants et aux associés sur les bénéfices leur seront versées dans les trois mois suivant la clôture de chaque inventaire.

ARTICLE 20

Cas de Faillite ou de Déconfiture

La Société n'est pas dissoute par la faillite ou la déconfiture de l'un des associés.

Toutefois, dans ce cas, l'associé subsistant aura la faculté de racheter la totalité des parts appartenant au défaillant, pour leur valeur fixée d'après le dernier inventaire social précédant sa défaillance, auquel il sera apporté, le cas échéant, les rectifications suivantes :

Le fonds de commerce proprement dit, comportant la clientèle, l'achalandage, le nom commercial et le droit à la jouissance des locaux, y serait évalué à une somme égale au bénéfice net moyen calculé d'après les bénéfices nets réalisés pendant les cinq années ayant précédé la défaillance.

La valeur du matériel et du mobilier sera calculée en leur faisant subir un amortissement de 10% depuis le début de la Société.

Pour se libérer, pour les causes prévues ci-dessus, envers les liquidateurs ou ayant droit de la Société défaillante, l'associé subsistant aura terme et délai de cinq années du jour de la mise en liquidation, et devra payer les intérêts de ces sommes aux taux de 5% payables en même temps que le capital.

Il est expressément convenu pour le cas ci-dessus :
Que tous les paiements en principal et intérêts auront lieu à Paris, aux lieux fixés par les créanciers.
Que tout ce qui sera dû en principal et intérêts par la Société débitrice deviendra immédiatement exigible et de plein droit sans mise en demeure, en cas de remise en nantissement ou de cession totale ou partielle de ses parts sociales, de dissolution ou mise en liquidation de la Société, de vente, de cession ou cessation de l'entreprise, d'apport à une autre société du fonds de commerce exploité.

Que la Société débitrice pourra se libérer par anticipation, mais par fractions non inférieures à 2.500 frs. et en prévenant les créanciers un mois à l'avance et par écrit.

L'associé subsistant devra faire connaître aux liquidateurs ou ayant droit du défaillant son intention d'user de la faculté contenue au présent article, dans les deux mois de la mise en liquidation; passé lesquels délais, il sera forclos.

ARTICLE 21

Pertes

Dans le cas où deux inventaires annuels consécutifs révéleraient une perte égale à la moitié du capital social, chacun des associés aura droit de demander la dissolution de la Société, à condition de former sa demande dans le mois de la clôture du deuxième inventaire, à défaut de quoi la demande en dissolution ne pourra être formée que l'année suivante, dans le même délai, si la perte ne s'est pas trouvée réduite au-dessous de la moitié du capital social.

ARTICLE 23

Dissolution

A l'expiration du terme fixé par les Statuts, ou en cas de dissolution anticipée de la Société, la liquidation sera faite par le ou les gérants en exercice ou à défaut, par l'un des associés désigné à la majorité fixée par l'article 31 de la loi du 7-Mars 1925.

Le ou les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

Pendant tout le temps de la liquidation, les biens de la Société continueront à être la propriété de l'être moral et collectif, sans que les associés aient personnellement sur ces biens aucun droit de co-propriété indivise. Le ou les liquidateurs agissant au nom de l'être moral pourront donc valablement traiter, transiger, compromettre, vendre à l'amiable ou aux enchères les biens de la Société ou en faire l'apport à des sociétés constituées ou à constituer, quand bien même il existerait parmi les associés des absents ou des incapables.

Les premiers fonds provenant de la liquidation seront, avant tout, employés à l'extinction du passif et des charges de la Société envers les tiers.

Après extinction, les associés seront remboursés du montant de leurs parts sociales; ce qui sera ensuite disponible sera réparti entre les associés dans la proportion des parts dont ils seront alors propriétaires.

Un original du dit acte a été déposé, conformément à la loi, au greffe du Tribunal de Commerce de la Seine, le 18 Décembre 1934, et à celui de la Justice de Paix du neuvième arrondissement le 10 Décembre 1934, ainsi qu'au greffe du Tribunal de première Instance de Lomé (Togo) tenant lieu de Tribunal de Commerce et de Justice de Paix, le trois juin 1936.

Pour extrait :

L'un des gérants.

PINTO.

Modifications de société

Société Coloniale, Industrielle et Agricole (S. C. I. A.)

Siège social : 6, rue Saulnier

Société à responsabilité limitée au capital de 25.000 francs, constituée par acte S. S. P., en date à Paris du 30 novembre 1934, enregistré à Paris, premier bureau A. S. S. P., le 17 décembre 1934, sous le n° 50, aux droits de sept cent soixante-douze francs cinquante centimes.

I

Par acte S. S. P., en date à Paris du 30 octobre 1935, enregistré à Paris, deuxième Bureau A. S. S. P., le 6 novembre 1935, sous le n° 282, aux droits de sept cent cinquante francs, la Société à responsabilité limitée dite *Comptoir des Producteurs Coloniaux*, au capital de 25.000 francs, domiciliée à Paris, 18, rue de la Chaussée-d'Antin, a cédé les vingt parts d'une valeur nominale de cinq cents francs chacune, lui appartenant dans la Société à responsabilité limitée dite *Société Coloniale, Industrielle et Agricole*, à savoir :

Dix parts à M. PÉLISSIER Frédéric, gérant de sociétés, domicilié à Paris, 12, rue de Bucarest.

Dix parts à M. FREY Lucien, gérant de Sociétés, domicilié à Paris, 85, rue d'Assas.

Tous deux non encore associés.

La dite cession a été signifiée à la Société pour satisfaire aux indications données tant par l'art. 1690 du Code Civil que par l'art. 23 de la loi du 7 Mars 1925, suivant exploit de M^e LAFARGE BERAUD, huissier à Paris, en date du 8 Novembre 1935.

Des originaux du dit acte ont été déposés le 8 novembre 1935, au greffe du Tribunal de Commerce de la Seine et au greffe de la Justice de Paix du neuvième arrondissement de Paris.

II

Aux termes d'une décision collective prise, suivant procès-verbal en date du 9 novembre 1935, enregistré à Paris, premier S. S. P., le 19 novembre 1935, sous le n° 415, les associés ont accepté à dater de ce jour la démission de M. Just RAMEAU, non associé, et lui ont donné quitus de sa gestion.

A partir de cette même date, la Société se trouve gérée par M. PÉLISSIER Frédéric et M. FREY Lucien, seuls gérants, devenus associés du fait du rachat effectué par eux des parts du *Comptoir des Producteurs Coloniaux*.

Des copies certifiées et enregistrées de cette décision ont été déposées le 20 novembre 1935 aux greffes du Tribunal de Commerce de la Seine et de la Justice de Paix du neuvième arrondissement de Paris.

III

Par actes S. S. P. du 9 novembre 1935, enregistrés à Paris, deuxième S. S. P., le 18 novembre 1935, sous les numéros 704, 705, 706, 707 et aux droits respectifs de cent quatre-vingt-sept francs 50 centimes, trois cent soixante-quinze francs, cent quatre-vingt-sept francs 50 centimes et trois cent soixante-quinze francs.

La Société à responsabilité limitée PÉLISSIER ET FREY, au capital de 300.000 francs, domiciliée à Paris, 6, rue Saulnier, a cédé les trente parts d'une valeur nominale de cinq cents francs chacune, lui appartenant dans la

Société à responsabilité limitée dite *Société Coloniale, Industrielle et Agricole*, à savoir :

Cinq parts à M. FREY Lucien, gérant de sociétés, domicilié à Paris, 85, rue d'Assas.

Dix parts à M. PINTO Louis, demeurant à Anecho (Togo).

Cinq parts à M. PÉLISSIER Frédéric, gérant de sociétés, domicilié à Paris, 12, rue de Bucarest.

Dix parts à M. DE CAMPOS Boniface, domicilié à Paris, 12, rue des Ecoles.

MM. PÉLISSIER et FREY étant déjà associés;

MM. PINTO et DE CAMPOS non encore associés.

Les dites cessions ont été signifiées à la Société pour satisfaire aux indications données tant par l'article 1690 du Code civil que par l'art 23 de la loi du 7 mars 1925, suivant exploits de M^e LAFARGE BERAUD, huissier à Paris, en date du 20 novembre 1935.

Des originaux de ces actes ont été déposés le 20 novembre 1935, aux greffes du Tribunal de Commerce de la Seine et de la Justice de Paix du neuvième arrondissement de Paris.

IV

Aux termes d'une décision collective prise suivant procès-verbal en date du 21 novembre 1935, enregistré à Paris, premier S. S. P., le vingt-deux novembre 1935, sous le n° 495, les membres de la *Société Coloniale, Industrielle et Agricole* (S. C. I. A.) ont, à l'unanimité, adopté les résolutions suivantes :

Première Résolution

Les associés donnent acte aux gérants de la notification qui a été faite à la Société de la cession par la SOCIÉTÉ PÉLISSIER ET FREY de la totalité de ses parts sociales.

Comme conséquence de cette cession, la Société existera désormais entre :

M. PÉLISSIER, Frédéric, pour	15 parts
M. FREY Lucien, pour	15 parts
M. DE-CAMPOS Boniface, pour	10 parts
M. PINTO Louis, pour	10 parts

Au total 50 parts

Deuxième Résolution

Les associés décident de nommer comme nouveaux gérants M. DE CAMPOS Boniface et M. PINTO Louis, avec les pouvoirs prévus pour la gérance par l'article 10 des Statuts.

Troisième Résolution

Comme conséquence des résolutions ci-dessus, et de celles du 9 novembre, les associés décident d'apporter les modifications suivantes à certains articles des Statuts :

ARTICLE PREMIER *Formation*

La Société à responsabilité limitée formée entre la Société à responsabilité limitée PÉLISSIER ET FREY et la Société à responsabilité limitée du *Comptoir des Producteurs Coloniaux* continuera entre MM. PÉLISSIER Frédéric, FREY Lucien, DE CAMPOS Boniface et PINTO Louis, comme conséquence des cessions de parts en date du 30 octobre 1935, enregistrées le 6 novembre 1935 et de celles du 9 Novembre 1935, enregistrées le 18 Novembre 1935 et dûment notifiées à la Société.

Cette Société sera régie par la loi du 7 mars 1925 et toutes lois en vigueur, ainsi que par les présents Statuts.

ARTICLE 7

Répartition des parts sociales

Le capital social est fixé à la somme de vingt-cinq mille francs, et divisé en cinquante parts de cinq cents francs chacune, qui, par suite des cessions de parts en date des 30 octobre 1935 et 9 novembre 1935, se trouvent réparties entre les associés, à concurrence de :

Quinze parts à M. PÉLISSIER Frédéric, ci	15
Quinze parts à M. FREY Lucien, ci	15
Dix parts à M. DE CAMPOS Boniface, ci	10
Dix parts à M. PINTO Louis, ci	10

Total égal 50

Les soussignés déclarent expressément, conformément à l'article 7 de la loi du 7 Mars 1925, que les parts sociales sont réparties entre eux dans les proportions ci-dessus indiquées, qu'elles ont été libérées intégralement à la souscription et que, dans ces conditions la Société dont il s'agit a été régulièrement constituée.

Le capital social peut être augmenté, en une ou plusieurs fois, par la création de nouvelles parts sociales de cinq cents francs chacune, attribuées en rémunération soit d'apports en nature, soit d'apports en numéraire.

Ces augmentations de capital seront décidées, sur la proposition des gérants, par une décision extraordinaire des associés, prise conformément à l'article 16 ci-après.

ARTICLE 10

Gérance

La Société est gérée et administrée par :

MM. PÉLISSIER Frédéric;
FREY Lucien;
DE CAMPOS Boniface;
PINTO Louis,

nommés gérants par les présents Statuts.

La durée des fonctions des gérants n'est pas limitée. Ils ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société dans toutes circonstances et pour faire et autoriser tous actes et opérations relatifs à son objet.

Ils ont notamment le pouvoir de donner tous désistements et mainlevées et consentir à la radiation de toutes inscriptions de privilèges, hypothèque, nantissement, action résolutoire et autres et de toutes saisies, oppositions et autres empêchements quelconques, le tout avec ou sans constatation de paiement.

Ils ont tous quatre la signature sociale et ne peuvent en faire usage que pour les besoins des affaires de la Société.

Ils peuvent agir ensemble ou séparément.

Toutefois, il est expressément stipulé que tous emprunts autres que les crédits en banque, toutes ventes et tous échanges d'immeubles ou de fonds de commerce, toutes constitutions de droits réels, la fondation de toutes sociétés et tous apports à des sociétés constituées ou à constituer ne pourront être réalisés que par décision ordinaire des associés, prise dans les termes de l'article 16 ci-après, à peine de nullité des engagements pris au mépris de la présente clause, même à l'égard des tiers.

La signature sociale est formée de la signature personnelle du gérant signataire, précédée de la mention :

Société Coloniale, Industrielle et Agricole
L'un des gérants

Il est interdit aux gérants de tenir, créer, gérer ou exploiter, à quelque titre que ce soit, aucun fonds de commerce de la nature de celui ou ceux exploités par la Société ou de s'y intéresser directement ou indirecte-

ment, et ce, en quelque pays que ce soit. Cette interdiction a lieu pour la durée de leurs fonctions et, en outre, pendant un délai de cinq années à compter de la cessation des dites fonctions. Toutefois, cette interdiction ne s'appliquera pas aux fonctions actuelles exercées par les gérants dans les sociétés où ils sont intéressés.

Il peut être nommé de nouveaux gérants, associés ou non, par décisions extraordinaires des associés, prises dans les termes de l'article 16 ci-après.

Par mesure d'ordre intérieur, n'intéressant pas les tiers, il est expressément convenu qu'en dehors des attributions générales de la gérance :

M. PÉLISSIER sera gérant principal de la Société et, à ce titre, chargé de la direction générale, administrative, agricole, industrielle et commerciale.

MM. FREY, DE CAMPOS et PINTO le seconderont dans ses fonctions, suivant ses directives.

M. FREY sera notamment chargé de suppléer M. PÉLISSIER en cas d'empêchement ou d'absence, dans ses fonctions de gérant principal.

M. DE CAMPOS aura, sans ses attributions spéciales, la direction des divers comptoirs et installations de la Société en Afrique Occidentale et Equatoriale.

Il sera suppléé, le cas échéant, par M. PINTO.

Dans le cas où l'un des gérants excéderait la limite de ses attributions particulières ainsi définies, les autres gérants auraient le droit de demander sa révocation, qui serait prononcée par l'Assemblée des associés statuant comme il est dit à l'article 16 ci-après, pour les décisions extraordinaires.

ARTICLE 19

Répartition des bénéfices

Les produits de la Société, constatés par l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux et des charges sociales, de tous amortissements de l'actif et de toutes provisions pour risques commerciaux et industriels, constituent les bénéfices nets.

Sur le bénéfice net, il est prélevé :

Cinq pour cent pour la constitution du fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire dès que le fonds de réserve a atteint le dixième du capital social. Il reprend son cours quand le dit fonds de réserve est réduit à moins du dixième du capital.

Le solde du bénéfice est réparti comme suit :

1^o — Soixante pour cent (60%) mis à la disposition des gérants pour être répartis entre eux, suivant accord à intervenir. En cas de désaccord, cette répartition serait effectuée par l'Assemblée des actionnaires, à la demande de l'un des gérants.

2^o — Le surplus du bénéfice net (40%) est réparti aux associés, proportionnellement au nombre de parts qu'ils possèdent.

Toutefois, sur ce surplus, les associés peuvent décider, à la majorité fixée à l'article 27 de la loi du 7 mars 1925, qu'il sera prélevé certaines sommes, soit pour être reportées à nouveau à l'exercice suivant, soit pour être portées à un fonds de réserve extraordinaire ou à un fonds d'amortissement des parts sociales.

Les sommes attribuées aux gérants et aux associés sur les bénéfices leur seront versées dans les trois mois qui suivront la clôture de chaque inventaire annuel.

ARTICLE 20

Cas de décès et autres

La Société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un associé.

En cas de décès d'un associé, la Société continuera entre les associés survivants et les héritiers et repré-

sentants de l'associé décédé, titulaires des parts de leur auteur.

Parmi les associés survivants, les associés gérants exerceront seuls la gérance de la Société avec les pouvoirs définis sous l'article 10 ci-dessus.

En cas de décès de l'un des associés, le ou les associés survivants auraient le droit de reprendre pour leur compte personnel, chacun dans la proportion des parts dont il serait propriétaire à cette époque, ou dans des proportions différentes, par accord entre eux, les parts sociales du prédécédé, pour leur valeur fixée, d'après un inventaire qui devrait être fait contradictoirement dans le délai de trois mois du décès. Dans cet inventaire, les mobilier et matériel subiront un amortissement de 10% par année depuis le commencement de la Société. Quant au fonds de commerce proprement dit, c'est-à-dire clientèle, achalandage, nom commercial, droit à la jouissance des locaux, la valeur en sera déterminée par deux experts choisis respectivement par les parties majeures ou les représentants légaux des mineurs, sinon par M. le Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social, lesquels experts, en cas de désaccord, pourront s'en adjoindre un troisième comme amiable compositeur.

Pour se libérer des sommes dont ils seraient débiteurs, pour les causes prévues ci-dessus, envers les héritiers et représentants du prédécédé, le ou les survivants auront terme et délai de 24 mois à compter du jour du décès, à raison de un quart tous les six mois, avec intérêts au taux de huit pour cent payables en même temps que chaque fraction de principal.

Il est expressément convenu pour le cas ci-dessus :

Que tous paiements en principal et intérêts auront lieu à Paris au lieu fixé par les créanciers.

Qu'à défaut de paiement à son échéance d'une seule fraction de capital ou d'un seul terme d'intérêt, tout ce qui restera dû en principal, intérêts et accessoires deviendra immédiatement exigible un mois après sommation de payer demeurée infructueuse et annonçant l'intention d'user de la présente clause.

Que la même exigibilité immédiate aura lieu de plein droit, sans mise en demeure, en cas de vente ou de cessation de l'exploitation, apport à une autre société du fonds de commerce dont il s'agit, ou encore, dans le cas de retraite des associés débiteurs survivants.

Qu'en cas de décès des débiteurs avant entière libération, il y aura solidarité et indivisibilité entre leurs héritiers et représentants, lesquels seront tenus des frais de signification prévus par l'article 877 du Code civil.

Que les débiteurs pourront se libérer par anticipation, mais par fractions non inférieures à cinq mille francs et en prévenant les créanciers un mois à l'avance et par écrit.

Les survivants devront faire connaître aux héritiers et représentants du prédécédé leur intention d'user de la faculté contenue au présent article, dans le mois de la clôture de l'inventaire ci-dessus prévu, en cas de décès, passé lequel délai ils seront forclos.

Quatrième Résolution

Publications

Pour faire toutes publications et remplir toutes formalités, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un extrait de la présente délibération.

Des copies certifiées de cette décision ont été déposées le 23 novembre 1935, aux greffes du Tribunal de Commerce de la Seine et de la Justice de Paix du neuvième arrondissement de Paris.

Un original du dit acte a été déposé, conformément à la loi, au greffe du Tribunal de Commerce de la Seine, le 18 Décembre 1934, et à celui de la Justice de Paix du neuvième arrondissement le 10 Décembre 1934, ainsi qu'au greffe du Tribunal de première Instance de Lomé (Togo) tenant lieu de Tribunal de Commerce et de Justice de Paix, le trois Juin 1936.

L'un des gérants.

PINTO.

SOCIÉTÉ AFRICAINE FINANCIÈRE ET AGRICOLE S. A.

CONVOCAZIONE D'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

MM. Les Actionnaires de la Société Africaine Financière et Agricole (SOCAFA), Société anonyme au capital de trois millions de francs, dont le siège est à Atakpamé (Togo) sont convoqués en Assemblée ordinaire annuelle, au siège social, à Atakpamé, le Samedi quatre Juillet mil neuf cent trente six, avec l'ordre du jour suivant :

- 1° — Approbation des comptes de l'exercice 1935.
- 2° — Nomination des commissaires aux comptes.
- 3° — Autorisation à donner aux administrateurs, conformément à l'article 40 de la loi du 24 Juillet 1867.

UN ADMINISTRATEUR.

J'ACHÈTE

LES TIMBRES-POSTE OBLITÈRES,

Ou je les échange contre des objets de valeur.

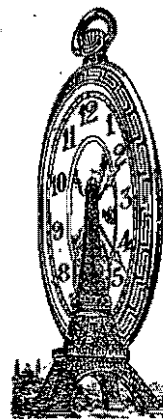
F. BELLAMY

LANTA — Hte. Garonne.

COMPTOIR D'HORLOGERIE SOIGNÉE

" A la Tour Eiffel "

JOYEROT & JACOT



Catalogue général d'Horlogerie
Bijouterie - Orfèvrerie, adressé
gratis et franco.

Envois de choix sur demande à MM. les fonctionnaires

Facilités de paiement

Représentants sont demandés

23, rue Gambetta — BESANÇON. — France